

GRAND DÉBAT NATIONAL

Jeudi 7 février, vous étiez plus de 300 Balnéolais et quelques habitants des villes voisines à venir faire entendre vos attentes, vos espoirs, vos colères au gouvernement.

Le Grand débat de Bagneux fut un moment rare d'échanges, de partages et d'écoute. Ce sont 22 tables qui ont accueilli ces discussions passionnées mais toujours respectueuses et d'où ont jailli des demandes fortes et des propositions.

Comme annoncé par Mme le maire, vous trouverez ici la transcription la plus fidèle possible de ces échanges.

Notre site internet reste ouvert pour recueillir de nouvelles contributions, de même que les cahiers citoyens disposés dans nos services publics.

Merci de votre participation !

Table 1

Chantal Malet, animatrice, jeune retraitée
Malika, monitrice dans un esat
Julia Pjneau, retraitée
Rémi Gérard, retraité
Patricia. Losanneau, retraitée
Philippe , photo club
Jean battement, conseiller en insertion
Laurent Carteron, élu municipal, enseignant
Julie Sommaruga, ancienne député,
Nicole, à Bagneux par choix depuis 3 ans
+2 arrivés en cours

Les hôpitaux c'est de pire en pire, les malades comme les salariés en souffrent / aujourd'hui c'est priorité à ceux qui ont de l'argent pour se soigner vite et bien / il faut attirer de jeunes médecins / augmenter le personnel dans les hôpitaux
Faire un moratoire sur les fermetures de maternité et de petits hôpitaux
Besoin d'une autre politique pour la sécurité sociale / avoir une meilleure prise en charge en arrêtant de tout transférer vers les mutuelles.
C'est encore pire en Province
L'éducation, former les jeunes aux futurs métiers
Et protéger la planète pour que personne ne tombe malade
Oui mais c'est cher l'écologie

Non au final c'est moins cher
La santé ce devrait être pris de façon globale plutôt que par acte.
Il paraît maintenant que la sécurité sociale à de l'argent
Les niches fiscales c'est au détriment de tous les citoyens
Rétablir l'ISF / augmenter son rendement
Mettre fin au dédoublement du CICE et lutter contre l'évasion fiscale
Augmenter les postes dans la fonction publique et le service public au service du citoyen. /
rétablir un service public de proximité sur tout le territoire
On a besoin d'avoir des gens en face de nous, il n'y a plus personne
C'est le problème de l'informatique, on en subit les conséquences, comme à Montparnasse cet
été. Quand cela tombe en panne il n'y a plus personne
Taxer les grands déplacements, avions, cargo qui polluent / les plus gros pollueurs passent
entre les mailles du filet,
Les privilèges des anciens présidents de la république, et des grands élus, ils travaillent 12
mois et ils ont une retraite à vie / supprimer la prise en charge des anciens présidents
Les gens qui ont été condamnés devraient être inéligibles à vie.
Trop de privilèges. Cela doit rester décent et raisonnable.
Il faut des gens humains et compétents au gouvernement. Le peuple doit vérifier que cela a
bien été fait, et contrôler.
Les choses devraient être plus écrites noir sur blanc pour bien vérifier.
La démocratie n'est pas au point, on élit quelqu'un et on ne peut pas le démettre. Le pouvoir
des électeurs sur la personne qu'ils ont élus. / comment on peut les révoquer ? Suivre de plus
près ce sur quoi les candidats se sont engagés
Les élus devraient avoir une période d'essai comme les salaires, question de responsabilité.
Qu'ils n'aient pas carte blanche.
Les gens ne veulent pas s'impliquer, ils n'ont plus confiance. Ils ne croient plus en la politique.

Dans les entreprises c'est pareil, les syndicats ne voient pas les problèmes et on ne les voit
qu'au moment des élections. Alors qu'il y a beaucoup de souffrance,
Considérer la nation comme un bien commun.
Que les retraites soient indexées au même titre que le smic pour garantir le pouvoir d'achat
Tout fonctionnaire doit avoir un casier judiciaire vierge, ce devrait être pareil pour les élus.
Qui dit pouvoir dit privilège à tous les niveaux.
Le poids des lobbys.
Transparence sur l'utilisation de l'argent public, ne pas payer les indemnités des élus qui ne
viennent pas.
Expliquer mieux comment cela fonctionne vraiment
Comment peut on voter des lois avec presque personne dans la salle ? Peut être faire moins de
lois et mieux. Il y a des choses qui fonctionnent bien et pourtant elles sont changées.
À quoi cela sert d'avoir le Sénat ? On pourrait supprimer le sénat
Prendre exemple sur le système nordique.

Table 2

° **Considéré comme riche, car impôt de plus de 1200 euros par mois. Paie la CSG. Beaucoup de citoyens gagent moins que cela. Revendication sur les pensions. Sous 1500 euros net par mois on ne peut pas s'en sortir.**

- Le PIB divisé par le nombre d'habitants = 2500 euros par mois donc on pourrait tous vivre sans problème et subvenir aux besoins de tous. On pourrait partager le gâteau.
- Misère des minima sociaux. Impossible de se loger avec 1100 euros par mois.
- Le smic est le minimum vital et les anciens n'ont toujours pas cela.

- => Augmentation des pensions et des salaires. Revoir les grilles de salaires. Il faut une hiérarchie des salaires, mais il faut la limiter.
- => Supprimer la CSG sur les retraités.
- => Les minima sociaux devraient être au moins au niveau du SMIC.

° 30 ans qu'on entend parler de la politique du logement. Mais beaucoup de femmes dans la rue, ce n'est pas normal de voir des enfants dans la rue. Ils ne peuvent pas avoir une vie stable. En 2019, c'est une honte.

- => « Il faut un toit pour tous. »
- => Il faut des logements de transition afin que les familles puissent acquérir petit à petit des logements dignes.

°Il faut que les personnes âgées puissent aller dans des maisons de retraite de la ville où ils ont vécu, parce qu'ils perdent tous leurs repères. Ce n'est pas à nos enfants de nous assister.

- => Des possibilités de logements pour les personnes âgées de spécifique.
- => Que chaque retraité puisse rester dans sa ville à des prix raisonnables.

°Les HLM à l'époque étaient à loyer modéré, aujourd'hui on en a à 1000 euros par mois.

- => L'Etat devrait aider le parc HLM afin de réduire les loyers

°Qu'est-ce qu'un service public à l'heure actuelle ? Ma définition : la santé, tous les organismes de besoins sociaux (électricité, eau, gaz, transports), les crèches, l'éducation et la sécurité.

-Des services à la hauteur de ce qu'on détermine comme nos besoins, car ce sont nos impôts. Il faut tordre le cou à l'idée qu'il n'y a pas d'argent. Les rapports des entreprises en bourse sont indécents.

- => Il faut se reposer la question d'un service public, ce qu'est un service public et ce que l'on veut en faire

°Il y a beaucoup d'argent qui se perd, qui n'est pas utilisé pour le bien commun. Comment le politique peut agir là-dessus ? Le gâteau n'est pas partagé.

-Les grandes entreprises privées font la gloire de la France à l'étranger, mais l'Etat ne prend rien dessus.

-Il y a un renoncement de l'Etat de bloquer cette machine à argent qui crée une précarité.

-Problème dans la fonction publique dans la répartition des richesses et des salaires.

-On veut nous faire croire que ceux qui gagnent beaucoup il faut leur laisser pour qu'ils embauchent, mais ils font l'inverse. Les gens qui ont de l'argent ne veulent pas partager, mais on veut nous le faire croire.

-Depuis la suppression de l'ISF, on ne nous a pas prouvé qu'ils ont utilisé leur argent pour produire de l'emploi dans le pays.

- => Meilleur rapport entre les petits salaires et les gros salaires.
- => Il faut rétablir l'ISF.
- => Réintroduire les tranches supérieures de l'IRPP et que ça s'applique à tous les revenus.
- => Pousser l'Etat à mieux répartir des richesses.

°Un certain nombre d'entreprises font des dividendes très importants et dans leurs fonctionnements ce sont les actionnaires qui s'en mettent plein les poches et ça ne profite ni à l'entreprise, ni aux employés. Rétablir l'ISF est insuffisant.

- => Supprimer les actionnaires. Revoir et sortir du capitalisme.

°Sur le système d'imposition : l'Etat supprime la taxe d'habitation (qui n'est pas un impôt juste) qui servait aux collectivités territoriales pour investir dans leur ville.

- => Les communes ont besoin de cet argent, donc l'Etat devrait plus aux communes pauvres et compenser de façon juste la taxe d'habitation
- => Les dotations de l'Etat doivent être modulées à la hausse pour les villes avec un taux de logements sociaux élevés.

°Le patronat n'a jamais été interpellé. Ce n'est pas le gouvernement qui paie des salaires. Les grands oubliés de ce débat sont les patrons. Par exemple, l'augmentation de la prime d'activité (en le vendant comme une augmentation du smic) a été annoncée par le président, alors que c'est nous qui finançons cela avec nos impôts.

- => Il faut interpellier les patrons directement et les faire entrer dans le débat.

- => Baisse de la TVA
- => Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité
- => Progressivité de l'impôt sur le revenu
- => Si crédit d'impôt et que l'entreprise licencie il faut saisir les biens des entreprises
- => Progressivité sur les plus-values à rétablir
- => Faire la retenue à la source pour les entreprises

°Quand retraité ne pas payer les transports en commun.

- ça va être mis en place à partir de 65 ans.
- pour favoriser le moins de voitures et la protection de la planète, on peut agir sur les transports publics.

- => Payer la moitié des cartes de transports
- => Gratuité des transports publics

°700 000 d'origine des DOM en métropole et les prix des billets pour rentrer sont excessifs, car seulement Air France. En cas de décès, jusqu'à 4 000 euros pour rapatrier le corps dans les Antilles.

- => Participation de l'Etat pour tous les éloignés des territoires (des DOM) dans tous les domaines.

°Protection de la planète. C'est l'avenir de nos jeunes. Thème de société qu'on entend depuis 25 ans. Un thème majeur. Qu'elle terre on va laisser à nos enfants. L'Etat est tiraillé entre l'ONU, l'EUROPE... Encore pleins de gens qui ne tri par leurs déchets. Trop de déchets dans les rues.

-ça ne dépend pas que de nous. Il y a des entreprises alimentaires qui nous poussent à consommer.

-il faut voir comment individuellement on peut agir à notre échelle. La commune est une échelle qui peut fonctionner. Certains pays ont réussi à faire rentrer ces idées dans les façons de faire.

-Il faut de la concertation, mais il ne faut pas que l'organisateur balaie tout cela pour des raisons d'argent.

-On nous demande notre avis, mais il n'est pas pris en compte.

-L'Etat peut exiger des normes aux entreprises pour exiger de la protection de l'environnement.

-Les bailleurs sociaux se débrouillent mieux que les copro.

-Les gaspillages des individus ne sont rien à côté des gaspillages des entreprises.

=> Il faut qu'on prenne en compte nos paroles, mais pour de vrai

=> Il faut augmenter le niveau de vie des gens pour lutter pour la planète

=> Une tarification unique pour toutes les énergies en fonction du quotient familial

=> Les industriels doivent faire les efforts nécessaires et donc à l'Etat d'inciter, car s'il n'y a pas de texte législatif ils ne font rien, car cela est coûteux.

°Fonctionnement de l'Etat. Problème avec les sénateurs, je ne sais pas ce qu'ils font. Honte qu'ils continuent après leurs 65ans. 46% entre 61 et 70 ans. 28% entre 71 et 80 ans. C'est devenu une maison de retraite.

=> Revoir les limites d'âge.

Réduire les bombes atomiques pour économiser.

Table 3

Marylène, Dominique, Solène, Hélène, Jacqueline, Irène, Maria, Olive, Yves, Auguste, Yves , Catherine, Martine, Daniel

CSG pour les retraités : pas normal

Logement : quand on est un jeune professionnel et que l'on cherche à décohabiter de ses parents, et que les coûts augmentent, accéder à un logement est impossible. Quand vous reste un Tanguy chez vos parents impossible de fonder une famille : vie sociale , fonder une famille , tout est retardé.

Il n'y a pas eu d'anticipation sur le logement de l'évolution de la société : retraités , couples divorcés, on vit plus vieux , ..les gouvernements successifs n'ont pas anticipé. La région Parisienne est un très gros problème : déficit de logements qui est du au fait que les gouvernements n'ont pas prévu suffisamment à l'avance . En 54 , Abbe Pierre , dans les années 60 , mais aussi il y a encore des baraques en tôle qui accueillent les derniers arrivés et les migrants que la dite crise du logement est organisée pour garder un haut niveau de loyer .

Les logements vides et espaces vides qui appartiennent aux grandes institutions : il faut les prendre , cela permettrait de résoudre partiellement..

Pénaliser beaucoup plus les communes qui sont au dessous des 25% de logements sociaux et réquisition effective des logements vacants .

Dans Paris , c'est hallucinant le nombre de logements vides et qui restent vides pour faire monter les loyers. : spéculation. Vieux privilège que la question de l'héritage : remettre en question . Cela pose la question de la redistribution.

Problème de Air BnB : complexe , occupe les logements .

La plupart des communes riches n'ont plus de foncier : il est trop tard.

D'un seul coup , on nous augmenté le loyer : pour les retraités +5€ , ce n'est pas beaucoup mais important pour les retraités.

Le DAL : association très militante luttant contre le mal logement a fait une analyse sur le mal logement. Travail quotidien à faire sur à qui appartient les logements. Il y a de quoi à Paris reloger tout le monde .

Le paradoxe , c'est que les gens qui ont bénéficié de LS ne sont pas pour le dvpt du LS

Quand on concentre tous les problèmes de la terre dans un immeuble , les gens ne veulent plus y aller.

Les sur loyers feront qu'il n'y aura plus de mixité sociale .

La mixité : on est mal parti.

Sur le vivre ensemble , se pencher sur la concurrence de la question des mémoires : toutes ces civilisations ont été impactées . Il faut relire l'histoire objectivement , mémoire de toutes les communautés pas honorée de façon égalitaire et non culpabilisante .

Il a fallu attendre 17 94 pour abolir l'esclavage , l'insularité s'applique à la Guyane . La déclaration des droits de l'homme peut elle s'appliquer aux populations des îles .

Enjeu de paix et de vivre ensemble , si on n'a pas les outils intellectuels et les outils pour penser, cela pète .

Pas l'impression qu'on est unis , partout , dans les quartiers . On met ensemble un groupe , il faut mélanger .

Il y a aussi la gêne intergénérationnelle : qu'est ce que ce racisme anti vieux ? j'ai beaucoup appris des anciens.

Si il y avait une obligation de payer autant les femmes que les hommes , ça existe mais pas appliqué.

Le terme vivre ensemble m'insupporte, problème, on va créer des catégories : c'est toujours nous contre eux . Ce n'est pas forcément être l'ami de tout le monde mais c'est respecter le droit civique de chacun .

Cela veut dire que la société est déjà divisée et ghettoisée. Les modes de vie différents ne fonctionnent pas dans l'histoire .

On a tendance à fréquenter des gens comme nous

Attention à l'isolement : cela ferme à toutes les catégories

Il faut donner plus de moyens aux associations : emplois aidés. Les associations suppléent à ce que font les pouvoirs publics :

Ex financer les timbres fiscaux .

Remettre la vignette sur les grosses voitures.

Sur la démocratie il faut une représentativité , il y a des élus qui ne nous représentent pas vraiment. Quand on regarde au premier tour le jeu du mode de scrutin fait que le deuxième tour n'est pas représentatif, donc les députés votent par paquet.

Pendant 5 ans on ne nous demande rien , puis on nous demande de voter .

Mettre en place un referendum d'initiative citoyenne.

Il faut définir le « demos » : qui est le demos , qui est le peuple.

Seul pays européen ou il y a une « monarchie parlementaire » . Le problème est que les députés de la majorité suivent d'un seul homme et l'assemblée suit le président.

Il faut la proportionnelle .

Moi je trouverais qu'on s'occupe plus des retraités qui ont des difficultés à marcher à les emmener à leurs soins . Retraités et handicapés : on ne s'occupe pas assez d'eux .

Quelles propositions peut on faire :

La question du pouvoir d'achat et le logement . quelles solutions ? ou prendre l'argent pour s'occuper des personnes âgées ...l'Etat est endetté.

Enlever des avantages aux anciens présidents / rétablir l'ISF/ augmenter les tranches d'impôt sur le revenu vers le haut, traquer les paradis fiscaux , faire une loi qui interdit l'optimisation fiscale.

Campagne européenne : la première chose à faire, c'est que Macron rembourse ce grand débat national.

Grand débat national : les règles sont en dehors de la commission nationale du débat public.

Protéger la planète : c'était dans une bonne dynamique avec Hulot , mais ça s'est arrêté .

On est dans une société marchande : le modèle de société façonne le choix et ce qu'on y met .

Quand j'écoute M. Macron je me dis quelle vision ont t'ils de la France . ce sont des mesurette , on nous endort.

La taxe sur l'écologie , le problème est que les $\frac{3}{4}$ vont sur le budget général.

On fait du profit à court terme sur l'écologie mais on ne développe pas le profit à long terme sur l'écologie : on veut une rentabilité à court terme.

Ils disent qu'il faut prendre les transports en commun : c'est déjà hyper saturé. Le problème c'est que les zones d'emploi sont différentes des zones d'habitation .

Attention nous sommes dans l'Europe et il est marqué que les services publics doivent être supprimés.

C'est pour cela que j'ai parlé de changer de paradigme de société.

Il faut lutter pied à pied , on arrive à faire bouger .

Cette Constitution européenne , est on obligé de la garder . Pouvons nous faire une autre Europe ?

Nous sous estimons notre pouvoir de citoyen , il faut un mettre en place un système D qui répare , ..il y a des moyens de résister , et quand on voit les manœuvres d'intimidation , nous n'avons pas la capacité de lobbying comme dans les sociétés anglo saxonnes.

Capacité à se regrouper et se fédérer pour faire bouger les choses : même en Amérique latine mouvement très fort des citoyens .

La question des frontières , les migrants , c'est un problème majeur. Quand on voit les lois liberticides. Solidarité nécessaire .

Puisqu'on est sur des questions de migrants , l'essentiel des migrations se passent au sein de l'Afrique . Si ces populations avaient le droit de tirer parti de leur richesse : ils partent de chez eux car ils n'ont pas de richesse . Si on les aidait chez eux , si c'était mieux structuré chez eux , nous n'en serions pas là.

Il faut appliquer l'article 13 de la déclaration des droits de l'homme.

En France politique de regroupement familial sous Giscard pour être performant dans l'emploi , aucune politique d'intégration pour s'insérer. Différent de l'Allemagne ou du Canada qui a une vraie politique d'intégration.

Augmentation du Smic , des retraités , un geste pour la réduction des transports pour les chômeurs , les jeunes et les retraités .

Revaloriser les métiers des lycées professionnels en France : revaloriser l'artisanat, certains métiers de service : aide ménagères , infirmières

On juge une société à la façon dont elle traite les plus fragiles .

Table 4

Le premier intervenant, qui est également le « maître du temps de parole » de notre table, se propose de faire un petit topo sur sa réflexion pour nourrir les échanges à venir :

« La situation des gilets jaunes est révélatrice d'une situation qui va mal au niveau de la planète sur deux points : du point de vue de la nature et du point de vue des gens qui occupent la planète ; c'est-à-dire des hommes ». Il remarque : « Si l'on se focalise sur l'environnement 50 % des espèces animales (sauvages ?) ont disparu en l'espace d'un demi-siècle. » (...) « Du point de vue des hommes, le problème se concentre plus sur la répartition des richesses, ce qui inclut : la satisfaction des besoins primaires, les questions autour des logements sociaux, la problématique des services publics, des salaires, de la décredibilisation des communes et du manque de représentativité... »

Interventions suivantes : changements, reculs sociaux et inégalités

« On se pose souvent la question des changements en cours aussi. Mais de mon côté, la majorité des changements se traduisent par des reculs d'acquis ; comme sur le plan du pouvoir d'achat où j'ai l'impression qu'on est entrain de reculer. »

« Mais la population française accepte-t-elle le changement ? Est-elle prête ? »

« Il faut dire aussi que nous ne sommes pas tous égaux face aux inégalités aussi... Ce n'est pas la même chose pour tout le monde. Les écarts de salaires entre les gens en bas de l'échelle et ceux qui sont en haut sont trop importants... Quand on paie la prime d'activité avec nos impôts... »

Interventions suivantes : fonctionnement de la démocratie

« Moi, je voulais revenir sur le problème démocratique. Une des questions qui se pose, c'est : *Comment exprimer l'intérêt général ?* »

« Parfois, on se dit qu'on est de plus en plus face à un déni de démocratie. »

« Se pose également la question des minorités qui ne s'expriment plus ou que l'on entend plus ; la logique c'est : on en prend pour cinq ans et ensuite la majorité qui gagne impose sa vision des choses ».

« La question qui se pose est celle de la révision du « système démocratique actuel » ; notamment sur la question de la superposition des élections. Il faudrait penser à un système de taillage entre élections législatives et élections présidentielles ; un système comme les élections de mi-mandat aux Etats-Unis. Il y a aussi une réflexion globale à avoir ; comment redonner de la voix à la démocratie : qui parle ? Comment ? Il faudrait penser des

aménagements de la constitution actuelle ? »

« Il faudrait revoir la constitution ou la changer entièrement ? »

« Peut-être pourrait-on faire du droit de vote un droit obligatoire : sinon quelle légitimité a-t-on pour critiquer si on ne vote pas. »

« Pas forcément, on pourrait plutôt aller en direction d'une reconnaissance du vote blanc avec une obligation de revoter si les bulletins votes blancs sont supérieurs à ceux des deux candidats en tête. »

« On pourrait aussi mettre en place des référendums d'initiative populaire comme en Suisse ? »

« Oui, mais est-ce qu'on aboutirait toujours aux meilleures solutions. Pas certain que la loi Veil soit passée à l'époque si jamais il y avait eu un RIP. »

« En tout cas, on pourrait exiger des CR de mandats réguliers et obligatoires, avec surtout une possibilité de révocation lorsque les engagements ne sont pas tenus, par exemple sur les députés. »

« Mais comment assurer un suivi fidèle des actions des députés ? »

« Vous pensez qu'il faudrait limiter le nombre de députés ? »

« Mais le vrai problème, c'est plutôt la déconnexion des députés avec le terrain ; il faut créer les conditions pour que les élus soient confrontés à la réalité du terrain. »

Interventions suivantes : imposition et services publics

« Je suis content de payer des impôts puisque ma fille ira accoucher gratuitement à l'hôpital, que ma sœur se fera soigner, à l'hôpital, gratuitement, de son cancer. Ça me va de payer des impôts s'ils permettent de financer des services publics qui fonctionnent bien.

« C'est une vraie chance d'avoir une possibilité d'accès au soin. Mais depuis la mise en place des mutuelles prises en charge par les employeurs il y a aussi quelques soucis... Sur le fond pourquoi pas, mais maintenant de plus en plus de gens changent tout le temps de boulots. Il y a de plus en plus de CDD... Je vois ma fille par exemple. Ouais, les jeunes ont tendance à avoir de plus en plus de contrats à droite à gauche. Il faudrait trouver une manière d'assurer une continuité de prise en charge des mutuelles. Trouver un fil conducteur. »

- « Je suis content de payer des impôts pour avoir accès à l'hôpital. »

- « Les impôts sont importants dans la mesure où ils constituent une preuve de notre appartenance à une communauté. D'ailleurs, c'est dans les pays les plus développés du point de vue social, comme dans les pays scandinaves, que l'on paie le plus d'impôts. »

« Tout le monde doit être imposable selon les ressources. Quel que soit le salaire perçu, il faut que la personne soit imposable ne serait ce que d'un euro symbolique ; il faut impliquer les gens dans la contribution. »

« Oui, mais il faudrait revoir le système actuel car il est injuste : je paie de plus en plus d'impôts, d'autres paient moins, et le service public aujourd'hui décline... Les services publics actuels répondent de moins en moins aux besoins. Les SP devraient s'adapter aux évolutions de la société. »

« Notre façon d'utiliser l'impôt n'a pas évolué en même temps que la société. Par exemple, on aurait peut-être besoin de plus de redistribution pour prendre soin des personnes âgées par exemple et moins pour le mobilier national ou pour certains services sous-utilisés dans certains lieux. On demande un meilleur contrôle. »

« Je suis attachée à notre service public. »

« L'idée d'une exonération des riches sous prétexte qu'ils apporteraient de l'emploi ne s'est pas confirmée. Cet argent, qu'on ne récupère plus, doit aller dans des secteurs sensibles : par exemple dans l'accompagnement de la vieillesse... Il faut que la répartition des impôts s'adapte aux changements démographiques. »

« Il est également important de permettre un moyen de favoriser la transparence sur l'utilisation de nos impôts ; nous devons avoir un retour sur chaque denier versé. »

« Pour favoriser le consentement à l'impôt, les cotisations doivent être réutilisées de manière juste, efficace et transparente. »

Interventions suivantes : logements sociaux

« On est face à une pénurie de logements sociaux, il faut que le droit d'avoir un logement décent soit un droit accessible à tous. Par exemple, en Allemagne la politique de logement est plus tournée vers le droit au logement pour tous que vers la création d'un parc de logements sociaux ; ce qui permet aussi plus de mixité. »

« Dans un même immeuble, on pourrait indexer le prix du logement avec le revenu des habitants : dans un même immeuble, on pourrait ainsi trouver DG et un balayeur... C'est d'ailleurs comme ça que l'on pourrait créer une vraie mixité, vectrice de cohésion sociale. »

« La question de la mixité dans les logements est une question vraiment importante puisqu'elle se répercute aussi au niveau de l'accès aux services publics, comme les écoles. Certaines écoles, dans certains quartiers qui concentrent des difficultés importantes, cumulent elles aussi des difficultés... Et sont souvent évitées par ceux qui en ont les moyens. »

« La question de la mixité doit aussi être étudiée du point de vue de la typologie des logements sociaux proposés dans un projet. Une partie importante des Français est éligible

aux logements sociaux si on prend les trois (PLAI, PLUS, PLS, etc.)... Donc parfois certaines communes choisissent de ne faire que des PLS... »

« D'autres communes vont avoir tendance à préférer payer l'amende plutôt que d'appliquer la réglementation en terme de quotas de logements sociaux. Quelle réglementation mettre en place. »

« Il faudrait surtout que les réglementations soient appliquées ; normalement, la mixité devrait être appliquée avec DALO (droit au logement opposable), il faut faire appliquer cette loi. Peut-être faudrait-il augmenter la sanction pour les communes qui ne respectent pas la mixité sociale. Soit en étant au dessous du quota soit en construisant seulement PLS. »

« Il faudrait aussi réfléchir à la mixité en se disant que dans des quartiers sensibles, concentrant des difficultés, on pourrait proposer plus d'accessions à propriété... Alors que dans d'autres quartiers, plus favorisés, on pourrait inclure des logements sociaux. »

« Il y a une différence dans l'aménagement du territoire : relégation de certains territoires qui mène à abstention. »

« Sur la question du logement toujours, le fait de recevoir les aides aux logements plus tard, comme c'est le cas pour les APL, est un vrai problème aussi. »

Interventions suivantes : transports

« La ghettoïsation peut être due à une mauvaise répartition des infrastructures de transports sur le territoire. Ma fille habite à Reims et elle arrive en deux heures à Paris... Alors que des gens qui habitent en banlieue de Paris vont mettre deux heures aussi pour venir à Paris. Ce n'est pas normal. Cela contribue à la reproduction des inégalités, il y a des étudiants qui abandonnent en voyant le temps de transports, des mères de famille qui ont des difficultés à trouver du travail, etc. »

« Après, on pourrait parler du développement des pistes cyclables, qui est aussi une question qui me tient à cœur, mais ce n'est pas l'objet principal du débat. »

« Tous les jeunes ne sont pas égaux en fonction de leur lieu de résidence ; ceux qui habitent loin ont plus facilement tendance à abandonner, il y avait un rapport de l'UNEF à l'époque qui montrait cela. (...manque une phrase) Moi quand j'étais étudiant, je payais mon logement 200 euros, j'étais le roi du pétrole. »

« D'ailleurs, la commune où je vivais souhaite récupérer des terrains des logements sociaux étudiants ... qui ne participent pas à la finance des impôts locaux... En plus, on ne va pas se mentir dans ces logements étudiants, il y a pas mal de Farid et de Mamadou... »

« Oui, pas que, moi aussi, j'habitais par là-bas »

« S'ajoute à ça aujourd'hui que des programmes comme celui de la ligne 15 vont être retardés, car il y a d'autres projets prioritaires... Comme celui de Charles De Gaulle. L'enjeu sous-jacent, est celui des critères de périodisation des projets. »

« Oui, à un moment Charles De Gaulle, semble plus important aux élus que la ligne B... Stratégiquement, certes, c'est énorme, cela représente la grandeur de la France... Mais est-ce que cela doit passer avant l'amélioration de l'existant et donc l'existence des personnes qui vivent ici quotidiennement... Je ne pense pas.»

« Surtout que la ligne 15 sera chère ? 24 euros, je crois... »

« Oui, donc ce n'est pas accessible à tous. Des tarifs hors de prix. »

Interventions suivantes : écologie

« Moi la question que je me pose, c'est comment préserver la planète, en partant notamment de l'échelon local ? On a vu les canicules... »

« Que mettre en place au niveau contraignant ? Pour le parc privé, on pourrait dire que si un logement n'est pas aux normes énergétiques, il faut que la personne ait l'obligation de faire les travaux de rénovation énergétique. En fait comme une voiture qui n'a pas le droit de passer sans contrôle technique. Elle ne pourrait pas vendre sans avoir fait ces travaux. »

« Oui, mais bon... Tout le monde ne peut pas : certaines personnes n'ont pas les moyens de le faire, ce n'est pas la même chose... Une voiture et un logement. »

« Oui, dans l'idée, c'est l'entretien du capital, la responsabilisation des individus par l'entretien du capital. »

« Ce que nous voulions dire, c'est que certains logements sont aujourd'hui de vraies passoires énergétiques... Il faut réfléchir à une manière intelligente de financer la réhabilitation de ces logements : l'installation de pompes à chaleur, de panneaux photovoltaïques, etc. Ce serait bénéfique sur plusieurs points : on polluerait moins et on créerait des emplois. »

« Mais pourquoi remettre en cause des dispositifs comme le crédit d'impôt qui aide les ménages à être plus vertueux du point de vue écologique ? »

« Le sujet de la pénalisation de la pollution me tient à cœur. Le geste citoyen de demain est de préserver la planète. C'est notre responsabilité immédiate. »

« Et cela doit commencer dès le plus jeune âge. »

Table 5

1. Jacques : Rétablissement de l'ISF – abandon du CICE mieux orienté pour les entreprises du CAC 40, augmentation des salaires, revalorisation des retraites, abandon de la CSG
Exonération des cotisations sociales : on casse le régime sociale, augmentation de la CSG. Sur réforme constitutionnelle : abolir la 49.3, suppression des ordonnances, on zappe le travail parlementaire. Retirer le bureau de Laurent Berger à l'Élysée.

Revoir les tranches d'imports, aujourd'hui 5 pas assez, plutôt 10. Prélèvement à la source pour les multinationales et les grosses entreprises.

Il faut la grève générale. Plus de moyens pour la sécurité sociale : plus de personnels pour le traitement des dossiers, des données.

Stop à l'élection du président au suffrage universel : pas de représentativité. Prise en compte du bulletin.

2. Gisèle : lutter contre la fraude, l'évasion fiscale, manque de vision à terme, que vont dire les gens ? un peu comme du vent, pas vraiment de cap, pas de vision claire, pas de cadre
Casse des services publics, hôpitaux, aide sociale à l'enfance, déserts médicaux. Rien ne va !
La constitution actuelle favorise un pouvoir monarchique, un exécutif trop fort qui décide, et qui passe par des ordonnances, qui s'appuie sur une majorité parlementaire absolue = réviser la constitution.

Une situation de non-retour

3. Bertrand : tous imposé, mais on ne sait pas à quoi ça sert, comme les taxes sont utilisées pour l'écologie mais en vérité reverser dans l'assiette de l'état, on perd en clarté, le gouvernement ne sait même expliquer. Une gestion au cas par cas. Sur le travail parlementaire : le système semble avoir atteint ses limites, des milliers d'amendements, des séances interminables...

Une vraie nécessité de savoir ce à quoi sert nos impôts, on a le droit de demander des comptes. On va dire on donne 100€ au smicard, encore un effet d'annonce puisque la prime d'activité comment on va le financer ? des effets d'annonce mais jamais expliqué.

J'étais d'accord pour l'augmentation du gasoil, c'était pour la planète mais en fait.

4. Françoise : sur le terme de réforme, elles ont été faites au pas de courses, sans s'occuper de ce que désiraient les gens, d'où le ras le bol. Le mot réforme devient un mot qui porte atteinte aux gens. Ex sur l'école : spécialité d'un ministre de l'EN, des allers-retours. D'un ministre à l'autre, on détruit, on reconstruit, sans évaluation aucune. Jamais de véritable concertation organisée avec les personnels, les parents d'élèves. Pourtant l'éducation doit réunir le plus de consensus dans la société. Décision de dédoubler les CP, plutôt une bonne chose, mais au détriment des écoles. L'inégalité de traitement d'un département à l'autre, d'une ville à l'autre. Dans le 93, le non remplacement des maitres, c'est une année en moins pour les élèves. Le sujet dans l'EN : formation initiale trop pauvre mais aussi inexistante pour la formation continue, les jeunes sont sans formation professionnelle aucune.

Sur les taxes : on n'a pas de transparence sur ce que l'on fait des taxes.

5. Karine : incohérence entre les appels du gouvernement : CP dédoublés, avec besoin de profs et en même temps on supprime des moyens, une vraie incohérence. Une nouvelle plutôt positive mais en face pas les moyens suffisants. Problème de contractuels.

Plus d'enseignants, stop à la suppression des postes, revalorisation des métiers

Sur la planète : on culpabilise les gens pour faire du tri, recycler mais on ne demande rien aux entreprises. On culpabilise le citoyen, on ne contraint pas les entreprises, elles qui polluent plus. Par exemple : pas de contrainte sur la conception, ou le packaging des produits.
Rétablir le ferroutage, le fret sur les voies d'eau.

6. Claudine : l'aide sociale à l'enfance, dégringolade = toutes les petites structures ont été supprimées. Plus de moyens pour l'ASE. Les villes ne sont pas associées à la fusion des départements sur les politiques de l'ASE. Logement social = loi ELAN !
Proposition d'un débat thématique logement social sur Bagneux.

7. Bernadette : le rythme électoral : revoir le calendrier des élections. Pour le rétablissement de l'ISF, baisse de TVA voire même suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Suppression du CICE, puisque même la cour des comptes dit que ce n'est pas efficace. Le gouvernement ne sert qu'au plus riche. La suppression de l'ISF a aussi un impact sur les dons aux associations.
Aberration d'avoir autant de gens sans travail, qui vivent sous le seuil de pauvreté alors que l'on produit tant de richesses, qu'il y a tant d'évasion fiscale.
Stop à la casse des services publics : fermeture de la trésorerie à Bagneux, quid en province où l'on doit faire des kms.

8. Rudy : la planète : c'est notre lieu de vie, on n'ira pas ailleurs, inquiétude sur ce que l'on va laisser à nos enfants.
Que met-on en place ? rien de tangible ? En même temps compliqué de demander aux entreprises de faire des efforts car elles répondent à une demande. On ne peut pas s'attendre que les entreprises ou le gouvernement.
On est toujours dans une position d'attente vis-à-vis du gouvernement, mettre en avant les initiatives qui viennent d'en bas...
Dans les événements, 1789, 68, c'est bien le peuple qui a renversé.
Sur protection sociale : les gens ne se soignent pas et préfèrent aller travailler, plus de protection sécurité sociale.
Avoir accès au budget, et donner son avis = plus de transparence et plus de participation.

9. Martine : inégalité devant la sécurité sociale, avec les indemnités journalières, obtenir une meilleure protection.

Table 6

Participants autour de la table : 12 + agent ville (Eve Guimonneau)

Restitution Verbatim des échanges entre les personnes présentes.

Gilbert, retraité, auparavant travaillant dans le domaine de la presse.

Virginie, dans le secteur médico-social habite Bagneux depuis 10 ans. Inquiète et concernée.

Jean-Christophe est ingénieur électronique dans l'aéronautique,

Christian retraité, ancien professeur éducation nationale dans l'enseignement technique

Clément fonctionnaire territorial et investi dans un syndicat. Travaille dans le patrimoine, l'histoire et culture. A Bagneux depuis 5 ans,

Pascale, travailleuse sociale d'insertion, éducatrice de formation. Tous les jours il y a « un truc qui la chauffe », elle accompagne des bénéficiaires de RSA et proche de la politique gouvernementale en matière d'accompagnement et pense que les outils qu'on vend et ne servent pas à grand-chose. Interrogation sur comment on dépouille un truc pour en créer un autre. Habite Bagneux depuis 16 ans

Aurélié, Salariée en compagnie d'assurance dans le privé. A Bagneux depuis 3 mois.

Mikhaïl, compagnon d'Aurélié, professeur de physique au lycée. Ils viennent d'arriver et essaient de voir un peu des gens de la ville, s'intéressent à cette émergence démocratique. Ils sont très souvent indignés, devant la télé, dans le salon, devant ce qu'ils voient.

Louis : étudiant en école d'ingénieur, habite Bagneux depuis 1 an (il est jeune). Vient de la « campagne profonde » et s'intéresse au sujet de la mobilité.

Arrivée de Dominique, qui travaillait à la DGA et est retraité depuis 1 an. N'habite pas à Bagneux mais pas loin.

Frédéric : architecte à Bagneux

Chantal : éducatrice de jeunes enfants.

Energie :

Christian : Première remarque : il faut faire varier les aides à la rénovation énergétique en fonction du niveau de performance et non des équipements (idée qui vient d'UFC que choisir). Les logements sont 30% de notre consommation d'énergie. Le problème : les crédits d'impôt sont mal pensés. « Moi je change mes fenêtres, on va me rembourser peut être 100 €. Est-elle adaptée ? Ma consommation d'énergie va-elle baisser ? LA bonne question est comment faire baisser la facture et le problème énergétique. Ce sont des technocrates qui ont proposé de rembourser. Il faut changer de paradigme dire voilà, on va passer d'une qualité énergétique D à C. Si on cela se fait et que c'est contrôlé par des gens sérieux, on vous alloue 1000€, 2000€ 3000€ ».

Gilbert : Le problème posé (la planète) est juste mais si on regarde l'écologie, il y a tellement à dire et à réagir. Moi je suis locataire dans mon logement social et en effet, nécessité de deux choses : loger des gens alors que d'autres sont dans la rue, mais aussi la question énergétique et des mesures qui sont prises qui ne correspondent pas du tout.

Christian: il faudrait que chacun propose une proposition : simple concrète et qu'on voit comment les appliquer.

Gilbert : moi j'ai un rôle à jouer mais c'est surtout celui de l'Etat. Tant que l'Etat n'applique pas les décisions prises, on tourne en rond. TAXER le kérosène sur les avions et les bateaux (notamment de croisière) me paraît très important. C'est une proposition qui n'est pas à la hauteur de l'enjeu, mais c'est déjà un début.

Clément : « toujours sur l'écologie, en ile de France en tout cas, il faudrait sanctuariser les terres arables plutôt que bétonner partout, je pense notamment un grand projet le triangle de Gonesse. Se pose la question des lotissements et leur extension façon pieuvre, d'où l'intérêt de la sanctuarisation de ces terres. Surtout si on intègre la problématique de la culture locale. »

Louis : il faut aller plus loin et s'attaquer aux promoteurs des centres commerciaux. En fait il faudrait bloquer au maximum l'extension des centres commerciaux qui sont aujourd'hui un problème, autant pour les centres villes que pour les gens qui y vont car cela les rend dépendants de la voiture. **AVIS UNANIME à la table.**

Logements/construction/commerces

Frédéric : Moi j'ai 1200m² à Bagneux, les promoteurs m'écrivent toutes les semaines. Je veux garder mes arbres, poules et potagers mais est-ce juste qu'un mec seul ait 1200m² alors qu'on pourrait en faire autant de logements ? Pour l'instant je ne mange pas la carotte des promoteurs mais est-ce que j'ai le droit d'agir comme ça par rapport aux gens ?

Clément : A Bagneux sur une parcelle donnée il faut conserver 50% du terrain en perméabilité. Que ce soit au niveau national ou local, il y a des moyens de trouver des solutions

Frédéric : le problème est qu'on attend trop de l'Etat. Moi j'ai construit sur Sceaux, Bourg-la-Reine, les propriétés sont divisées en plus petits lots. Et il y a le pouvoir de l'argent : combien de fois voit-on de belles propriétés divisées alors que les vieux propriétaires sont morts et que les enfants qui héritent, qui vendent, scindent celles-ci pour les vendre plus cher ?

Christian : il ne faut pas de logements, il faut des entreprises à Bagneux. Si les gens travaillaient à Bagneux, ils n'iraient pas à paris. Il faut absolument donner aux entreprises.

Aurélie : Pour le logement il faut faire la chasse à tout ce qui peut être des logements vides, espaces d'entreprises non utilisés car commerciaux en déplacements etc. et faire un recensement de tout ça pour optimiser ce que l'on a plutôt que de recommencer tout à nouveau. La loi sur la réquisition existe mais elle n'est pas appliquée. Il faut mettre en œuvre des choses utiles.

Frédéric : Question de la répartition emploi/logement. Près de chez moi il y avait une serrurerie où il y avait 5 personnes qui travaillaient : elle a été rasée la semaine dernière pour construire du logement. Il faut prendre des décisions un peu difficiles ; il faut des règles plus contraignantes mais surtout les appliquer.

Jean-Christophe : en traversant Montrouge (comme tous les jours), je vois qu'il y a deux énormes immeubles de bureau avec des propositions pour des milliers de mètres carrés à louer, c'est le cas depuis des années. Il faudrait taxer beaucoup plus violemment les locaux vides dans des zones de tensions pour inciter à exploiter pour des emplois ou des logements.

Christian : pour revenir sur Bagneux : Avant il y avait Urée, Thomson, Sanofi par exemple. On a mis des logements à la place pas des entreprises.

Clément : Les entreprises qui partent ne sont pas les choix de la ville, Sanofi par exemple a décidé de partir sans que l'Etat ou la ville puisse faire quoi que ce soit.

Gilbert : Aujourd'hui, Mondadori qui vient de Montrouge va s'installer à Bagneux sûrement pour des profits sur la location. Je veux bien qu'on dise il faut des emplois à Bagneux mais Premièrement l'industrie a bien chuté. Deuxièmement les emplois sont des emplois de bureau et avec l'utilisation des nouvelles formes de bureau. Les employeurs changent comme ils

veulent de lieux en fonction de leur propre intérêt. Là Mondadori vient à Bagneux alors que les gens qui travaillent (500 personnes) étaient près du métro porte d'Orléans et vont se retrouver dans un lieu où les transports sont encore absents.

Mikhail: grande question de l'optimisation du territoire/terres arables. Il faut créer plus de localité et moins de centralisation, en privilégiant des produits d'agriculture locale par exemple.

Clément : On doit parler aussi de la question de la forêt en Guyane. Ce sont des projets délirants qui créent de la richesse et posent des problématiques d'une part pour les populations indigènes mais aussi pour un espace forestier vierge, déjà malmené au Brésil. Il faudrait qu'il soit sanctuarisé enjeu qui va au-delà de la nation, mais de l'humanité entière.

Energie/Numérique/Services publics

Christophe : j'ai proposition pour financer l'énergie. C'est une piste non évoquée : taxer les gigas. Sur les téléphone, et nous en avons tous ici, on souscrit un contrat puis ensuite on dispose d'un espace mémoire qu'on utilise (moi j'ai 30 gigas par ex). Au-delà d'une base faible, entre 5 et 10 gigas, on pourrait taxer (1ct par exemple) le fournisseur qui reverserait cette taxe à l'Etat. On met bien une taxe sur l'essence. Autrefois on pouvait faire le choix entre la voiture et le cheval, d'où la taxe qui trouvait son sens car il y avait d'autres possibilités. Aujourd'hui compliqué de se passer d'une voiture. Il faut cibler des nouvelles choses : contrats et gigas.

Mikhail : OK mais cela va se répercuter sur le prix des forfaits.

Pascale : Si on part sur du tout numérique : moi j'accompagne des personnes en très très grande précarité qui n'ont pas accès au numérique, ou des personnes vieillissantes qui ne maîtrisent pas non plus. On éloigne les gens de tout ce quoi est rencontre, de la proximité entre eux et les services publics. On est pris dans un mouvement qui dépasse plein de gens. En plus, on est confrontés à d'autres problèmes : les logiciels qui sont pas compatibles etc. Sur ce tout numérique : comment ne pas imposer à tout le monde de devoir avoir une déclaration RSA sur internet. Quand t'es dans la rue SDF, tu fais comment ? Pôle emploi c'est pareil, j'accompagne tous les gens sur le site, il ne fonctionne jamais ils sont saturés. Les gens sont censés y être sinon ils sont radiés.

Aurélie : Si vous saviez combien de fois j'ai été radiée à cause du site qui était saturé !

Virginie : Mais c'est pas tout, c'est le cas pour beaucoup de démarches de la vie courante ! Les RDV médicaux, payer ses impôts....

Clément : l'Etat va vers de plus en plus de dématérialisation. En tant que fonctionnaire il ne faut pas penser que comme on dématérialise, ça dégage les couts et qu'on a moins de personnel traitant derrière la dématérialisation. On n'a pas moins besoin de personnel humain.

Aurélie : C'est pareil dans le privé.

La table : La question est de savoir à qui profite le crime : il faut bien investir dans ces machines et ça rapporte à qui ? Pas aux populations.

Jean-Christophe : De plus il faut parler du sous-usage des droits, c'est à dire qu'une personne qui n'est pas à l'aise avec le numérique ne va pas demander le RSA. Donc l'état va économiser sur le RSA pas demandé et ces sommes non-utilisées sont supérieures aux sommes fraudées. On voit l'impact : une personne qui devrait toucher le RSA qui ne l'a pas l'impact pour elle et la société est terrible, car s'il l'avait, cet argent retournerait tout de suite dans l'économie et permettrait de lui éviter des plus gros problèmes comme se retrouver à la rue. Tous les Services Publics devraient garder une présence humaine locale.

Virginie/Jean-Christophe : Il faudrait qu'il y ait un gain en productivité (avec la démat) mais qu'il soit mis au service d'un plus grand accompagnement des gens qui en ont besoin. Aujourd'hui n'importe qui peut se retrouver avoir besoin d'un accompagnement personnalisé. Pas dire qu'on fait juste des gains de productivité et on empoche la différence.

Mikhail : remettre l'humain au centre des préoccupations.

Dominique : comment on fait ?

Virginie/Pascale: En mettant déjà du service public. Absurdité totale : ils ferment des crèches, des hôpitaux, des Pôles Emplois, des classes de primaires dans les campagnes. Actuellement fermeture de la maternité de Creil dans l'Oise 1500 accouchements par ans ! Tous les gens de là-bas (politique droite gauche, usagers) sont contre ! Le problème, c'est quand dans le nouveau secteur à Senlis il n'y a pas de transport en commun. Tous les arbitrages sont faits sur l'argent, ce sont des économies à la petite semaine. Si les maternités sont plus loin, il y a une augmentation des risques pour les femmes qui accouchent. Des enfants qui vont naître handicapés et engendreront bien plus de coût tout au long de leur vie que la fermeture de cette maternité. La rationalisation économique se fait à court terme.

Jean-Christophe : Les gouvernements se succèdent et tout doit marcher, économiquement. Mais c'est sur le papier seulement.

Clément : En plus les gens n'ont pas à faire une heure de route pour accéder à la maternité. Ils n'ont pas non plus les ressources pour : 70% des usagers là-bas n'ont pas de véhicules. Ce qui ne sera pas payé là sera payé par d'autres. Remettre l'humain avant tout le reste est une priorité.

Taxes/Finances/Evasion fiscale

Gilbert: Je reviens à la proposition de taxer 1 ou 50ct les GIGA, je pense surtout que s'il faut taxer quelque chose, c'est les GAFA : ils s'en mettent plein les fouilles.

Dominique : le gouvernement va essayer de la faire et ne va pas y arriver car cela se fait au niveau de l'Europe.

Louis : même si c'est au niveau de l'Europe. Ça sera toujours plutôt aux GAFA de payer qu'aux usagers.

Frédéric : C'est aussi une question de changements de comportements individuels. On peut pas manifester contre les GAFA en déballant son colis amazonne assis à la terrasse du Starbucks où on boit son café.

La table : On est tous d'accord, mais l'idée et déjà qu'ils payent des impôts.

Virginie/Clément : en France il y a 80 milliards d'évasion fiscale. C'est LA qu'il faut mettre le paquet, comme ils le mettent pour les fraudeurs de 20 balles à la CAF. Ces chiffres-là sont en dehors de « l'optimisation fiscale ». Il faudra qu'on nous explique pourquoi on a retiré les agents des impôts qui pouvaient contrôler ces entreprises pour en ajouter à Pôle Emploi et dans quel but ? Pister les chômeurs quand ils traversent sur le mauvais passage piéton.

Mikhaïl : S'il y avait une initiative européenne pour taxer, on y arriverait.

Jean-Christophe : Assaut d'un député communiste devant Google il y a une semaine, il a été reçu et on lui a dit que tout ce qu'ils faisaient était légal et que si la loi française était différente, ça se passerait différemment. Notre consommation internet génère des profits (il m'est arrivé de payer pour une pub de ce que je proposais sur facebook, donc je sais combien je paye). Là-dessus il faudrait que FB paye 10% : après tout le gouvernement arrive bien à faire prélèvement à la source.

Dominique : Il faudra déjà s'intéresser à toutes les subventions qu'on donne aux gros industriels pour s'installer en France (50 millions d'euros, 100millions d'euros...) ils devraient commencer à rembourser ça avant de **verser un seul euro aux actionnaires**. Il faut dans le contexte mondial débrancher les actionnaires au plus vite pour d'abord servir (quand on prête à un grand groupe). On demande des comptes. **AVIS UNANIME**.

Démocratie/Elus/Vie politique

Dominique : De même qu'on demande aux élus de rendre des comptes. Nos députés souhaitent cumuler des postes pour être maires et députés. D'abord on autorise que 3 mandats possibles sur toute une vie à une personne, qu'ils soient non consécutifs et non cumulables. La personne doit retourner sur le terrain et ça 3 fois : un cycle de 5 mandats au total et sans toucher au droit de retraite (acquis à 3 mandats). On devrait ajouter qu'il n'a pas le droit de travailler en parallèle.

La table : Comment un député peut trouver du temps pour être avocat, etc. Il ne doit pas cumuler sa fonction d' élu avec un poste haut fonctionnaire. Et il ne sera pas déconnecté de la réalité puisque ses mandats ne seront pas consécutifs.

Aurélie : Sur les Présidents de la république, on en paye quatre maintenant ! Giscard : le fourgon est là nuit et jour devant son immeuble, tous les jours (j'habitais dans sa rue), ça m'effare, cet argent dépensé !

Christian : Un élu est un citoyen comme un autre. Une fois qu'il est plus élu, pourquoi il a une voiture avec chauffeur, un bureau avec des secrétaires. Peut-être que pour les Présidents une exception pourrait être faite pendant les 2/3 premières années ou autre. Que ça s'arrête à un certain âge ! Giscard a 90 ans, que faire de ses secrétaires ? Répondre aux fans ?

Impôt de Solidarité sur la Fortune

Frédéric : je suis pour son rétablissement. C'est pas compliqué, je suis alpiniste, donc Macron premier de cordée ça m'a parlé. Mais au bout d'un moment, c'est vrai que s'il chute, tout le monde chute. En montagne, on ne s'encorde plus, maintenant c'est chacun pour soi, si on se casse la gueule, on se casse la gueule. On voit souvent des accidentés : 1 qui tombe, souvent le chef, et tout le monde tombe. Maintenant quand il tombe, il meurt seul

Ceux qui investissent dans les entreprises sont taxés. Ça serait très facile de rétablir l'ISF en disant que les parties où ils ont réinvesti pourraient être exonérées. On a pensé que l'immobilier des « gros groupes » mais on a aussi des propriétaires qui rénovent, participent à l'économie du bâtiment (bien qu'elle soit très déficitaire). Y a plus de jeunes ouvriers, plus de menuisiers, de plombiers c'est peut-être un autre sujet mais le petit immobilier sert à pallier au déficit logement.

Donc on rétablit l'ISF mais avec exonération quand c'est réinvesti dans l'économie.

Clément : aujourd'hui il vaut mieux vendre son immobilier et investir dans des tableaux, ce qui est aberrant et crée des bulles spéculatives délirantes. Les propriétaires de yacht, de tableaux utilisent ces marchés pour défiscaliser.

Virginie : A un moment il y a une solidarité. C'est un truc fou avec les banques. Que ce soit ISF, CICE, je me dis que c'est délirant. Ou va où ? Et comment a-t-on laissé faire ça, on pensait que la technique provoquerait des avancées mais on a laissé faire (écologie, bulles spéculatives). Je suis affolée de tout ça, pour moi, pour mes enfants.

La table : La logique va tellement au-delà de l'ISF humain (petits propriétaires). L'argent il y en a. Les politiques doivent trouver des solutions, mais humaines. Le CICE est de l'argent donné aux multinationales. Il devrait être limité aux PME PMI. Macron veut transformer le CICE en baisse de cotisation.

Chantal : Sur toutes ces questions on est effarés car on a laissé faire. On s'est fait peu à peu avoir. C'est bien que ces questions reviennent à l'ordre du jour. Tout est posé aujourd'hui : écologie (nos enfants, arrières, etc.) c'est posé pour eux. Qu'est ce qui nous a entraînés là ? Une partie est quand même les systèmes politiques mis en place. Notre constitution de fait nous disposait à ça.

Pascale : On a fait en sorte que les votes aux présidentielles et législatives soient en même temps. Macron peut faire ce qu'il veut. Les gens qui sont députés ont été élus non pas parce qu'ils étaient connus mais car sous un mandat, un couleur.

Christian : Moi je crois pas au référendum. En même temps je crois en l'intervention des gens dans la politique. Sous quelle forme ? Il faut qu'on réussisse à imposer que les élus soient sans arrêt sous le contrôle populaire. Proposer qu'il y ait des gens non pas élus mais tirés au sort et que les élus soient révocables.

Clément : J'aimerais ajouter quelques éléments que le temps ne nous permet pas d'aborder, mais que je tiens à faire remonter :

- revenir sur les augmentations de TVA notamment celle sur les produits de première nécessité.
- Sur la CSG : augmenter la cotisation en pourcentage et augmenter le salaire des fonctionnaires qui est pour rappel, de 15% en moins que dans le privé.

Dernières contributions de la table et reprise de quelques axes du débat:

- Eliminer le parquet au profit du siège
- Ne pas étrangler les HLM avec la loi ELAN
- taxer le kérosène, protéger les terres arables et limiter les supermarchés
- remettre les services publics là où y en a plus, en ville, en campagne,
- arrêter les formations, arrêter ce système où les gens forment les gens (on ne doit pas former nos parents aux outils numériques, on n'est pas formés pour former les gens).
- Proposition sur les 3 mandats maximum, non cumulatifs, non continus, à des fonctions différentes (jamais le même).
- LE fait qu'on diminue l'humain dans les SP, le gens ne demandent pas leurs droits : n'est-ce pas volontaire de la part du gouvernement?
- Pas normal que les bénévoles associatifs s'en occupent. On cisaille dans les budgets des SP pour se décharger sur les associations !
- Je veux qu'on recrute des assistants de vie scolaires à contrats à durée indéterminée : ne pas être trimballé d'une école à l'autre, d'un enfant à l'autre.
- Maisons de retraites : comment faire pour ne pas passer les économies de toutes une vie dans ces établissements ? Arrêter de sucrer les retraités, interdire les fonds de pension, nationaliser. Avant il y avait des EPHAD municipaux, vers Bordeaux par exemple. Familles ravies, salariés ravis, couts battaient toutes concurrence. Tout est fermé désormais.
- Rétablissement de l'ISF : enfin exonération sous condition d'investissement dans l'activité et l'économie réelle.
- Pas normal de payer les élus : ex : Giscard

Table 7

Prise de notes grand débat

Lætitia DOSTREVIE, ADSL CSC Gueffier

E = €

dans l'entreprise, je suis au CE : ce qui me choque, c'est le CICE : beaucoup d'argent rentre, ça permet de faire des dividendes. C'est de l'argent public qui manque, c'est du gaspillage

Plus de 10000 emplois non pourvus dans la chaudronnerie aéronautique. J'ai voulu aider les jeunes : si vous reprenez un travail : une retraite + ce que vous allez gagner vous devez pas dépasser le montant que vous gagnez quand vous étiez en activité.

En Belgique prix du chaudronnier différent, c'est pour ça que j'ai pas cherché à travailler en France

Qu'est-ce qu'on fait des 10 millions de pauvres en France ?

Suppression de la CSG c'est une honte c notre du, on a pas à nous prendre ça c'est une erreur politique.

J'insiste sur la question de la CSG : pour les retraités : c'est eux qui ont le plus de charges,

Y a plein de choses : moi j'suis pour aider les plus pauvres. Après avoir travaillé, vous touchez moins que les gens qui ont des aides.

Parlez moi des transactions financières, de l'évasion fiscale, ds grosses sociétés. L'ISF c'est une goutte d'eau dans l'océan, c'est un truc symbolique. Ou va l'argent des transactions financières ?

Vous voyez des OS à 1800€ en France vous ?

Les retraites : l'augmentation de la CSG, faut revenir dessus. Aussi, on ne suit pas l'inflation et ça créé un décalage tous les ans, ça devient indécent.

Pour les pauvres c'est honteux de rentrer dans le métro et de voir tous ces gens alors qu'on est 5e puissance du monde. On devrait pas se confronter à des personnes sans domicile dans notre pays .

Je suis veuve et on me ponctionne. 2% sur la principale, sur celle de mon mari on m'a pris 6% et 8% sur la complémentaire. C'est du vol autorisé.

Une femme qui a une petite retraite de 700E , mariée : ils piquent 1. 7 au mari et 1.7 à la dame. Parce qu'ils sont mariés.

Puisqu'on parle des retraites, faut se préparer à se battre : les projets du gouvernement sont dangereux et remettent en cause système de retraite par répartition. Il va falloir réagir.

J'me suis baladé sur beaucoup de ronds-point : les gilets jaunes ont des revendications : salaire, retraite, service public et sécu et bien d'autres.

J'suis pas venu pour la débat macron. Il est piégé d'avance : les 4 questions posé ont déjà leur réponses : service public ou moins d'impôt ? C'est un piège : y a les moyens en prenant l'argent ou il est, mais il faut un impôt plus juste, plus progressif.

Je viens participer à un débat citoyen ou faut pas se laisser piéger. Faut que le débat se prolonge après le 15 mars par l'organisation régulière d'ateliers, de forums qui permettent à chacun de participer et de proposer plutôt que d'aller voter tous les 5 ans.

Ça pose le problème de l'assemblée nationale.

Il est sur d'être majoritaire vu la composition,

Sur la CSG et les retraités .

Ça serait bien d'enlever la TVA sur les produits de première nécessité et pas nous faire manger de la viande polonaise alors qu'on l'a en France.

Cette viande elle est destinée aux pauvres.

Ça me désole les agriculteurs ;

La casse des fonctionnaires est problématique : les services publics hospitaliers : si on a l'argent c'est bien mais sinon on retarde ses soins. Quand on est enceinte, si on est pas à la CMU on peut pas forcément avancer les frais pour une échographie et on est mal suivis. Je travaille au département, ou s'organise grande casse des PMI : y aura plus d'équivalence métier et on pourra drainer de la femme en grossesse jusqu'à la personne âgée. C'est en train d'être refondé et c'est un gros risque.

Prix des mutuelles (c'est leur sécu) à l'année 250E en Belgique et ils sont mieux remboursés que nous.

Y a un tas de problèmes. J'aime bien voir les mecs d'en marche. J'ai vu Mme Rossi et elle savait pas quoi répondre.

Ce qui est important c'est qu'on parle entre nous.

Y faut plus de fonctionnaires dans les hôpitaux, peut être moins autre part mais pas à l'hôpital. Aux impôts aussi faut embaucher.

Il faut en embaucher partout, partout on en a besoin.

Faut rester dans l'humain et arrêter les plates-formes téléphonique et internet. Ils veulent remplacer les fonctionnaire pour des contractuels et des vacataires.

J'me pose la question aussi de la retraite.

J'suis AESH (j'accompagne les enfants en situation de handicap. J'suis précaire de l'éducation nationale. J'ai un contrat de 20 H par semaine pour 620E : j'ai un conjoint, lui aussi à mi-temps, in a un enfant. Pour l'année prochaine, la 6e, je m'inquiète.

Pour vous reparler du boulot, j'suis précaire de l'éducation nationale : on voudrait être formé, avoir un statut et avoir un diplôme, une reconnaissance et être fonctionnaire. ON voudrait des temps complet. 20H c'est pas suffisant. Il va enlever les contrats aidés. On débute AVS, renouvelable sur 6ans par 1an ; soit ils te virent soit ils te mettent en CDI. Ils sont obligés. Un temps complet c'est 1200 balles, et y en a très peu.

Maintenant y a une loi, c'est plus 1an renouvelable 5 fois c'est 2 CDD de Trois ans pour être CDIsée après. Elle est ou la différence ?

Les jeunes ils ont pas de diplôme et ceux qui en ont trop ils sont caissier. 1 jeune sur 4 s'en va à l'heure actuelle. Ça résume ce que vous dites.

J'encourage le travail pour les jeunes, j'avais reçu la réponse de la sécu : j'ai dit non je serai pas là pour former les jeunes, je vais perdre de l'argent. Mais il y a des dividendes.

Après 40 ans de travail, on touche 700E de retraite c'est pas normal.

Il faut déclarer 33000E pour la sécu pour toucher le plafond de la sécu (1580E brut). Après il y a la complémentaire. Ils prennent les 25 meilleures années

Avant on pouvait déduire le loyer des impôts. Mitterrand a supprimé la prime de précarité de 15 à 10% pour les fins de missions.

Sur les questions de pouvoir d'achat : baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

La prime d'activité donnée à la moitié des SMICARDS : c'est que une fois.

Quelqu'un qui est en entreprise, on cherche des professionnels et on les paye 1200E par mois.

Le SMIC c'est les entreprise, la prime d'activité c'est l'état qui paye.

Le SMIC il tire toute la grille des salaires : il faut augmenter le SMIC parce que ça augmente aussi tous les minimas sociaux.

Les heures défiscalisé c'est pareil, c'est une lame à double tranchant : ça empêche d'embaucher.

Les lois sont faites par des gens dans les bureaux. Exemple LE maire : ministre de l'économie et ministre de l'agriculture

Ils passent de la haute fonction publique au privé. La dame qui pilote le débat : avant elle s'occupait des RH chez Danone. Elle vient de l'ENA tous ces gens sont copains comme cochons, ils viennent tous du même endroit.

L'ENA : ils ont la même formation politique, après ils choisissent PS ou autre.
Le gamin des cités il sera dans le vrai et dans un truc à lui, pas qu'on lui aura dicté.

Chaque fois qu'il y en a un nouveau, il remplace. C'est pour ça qu'il y a aucun ouvrier dans l'assemblée.

Le fondamental, l'augmentation du SMIC c'est pas les patrons qui payent. Pourtant c'est eux qui ont les bénéfices.

Mais en petite entreprise tu dois t'aligner. Faut pas confondre les petites entreprise et les grosses qui en profitent. Un ouvrier c'est le salaire en double des charges. Ça coûte à la petite entreprise. Les grands groupes profitent de tout.

On embauche quelqu'un ça coûte le double. Pendant longtemps on a eu une sécu social exemplaire. Avant.

Les taxes sur l'alcool devait être pour la sécu. Avant les femmes enceintes devaient être soignées ; même avec des maladies très graves on devait être soigné ; et aujourd'hui on sait pas où est cet argent ?

On aura tout eu.

Des loyers accessibles. Quand on voit que maintenant....on a des jeunes qui commencent à bosser, ceux qui ont fait des études mais ils peuvent pas se loger parce qu'ils sont payés

1200E : soit on attend un logement social très longtemps. Mon fils a 20 ans, il a un 35M2 pour 980E. Si y a pas les parents derrière...

Là y a deux propositions : soit on augmente les HLM, soit on cadre le privé. Ou on fait les deux. Et jouent la catastrophe des marchands de sommeil : des 10m2 pour une famille de 4. Le marché du loyer est libre, c'est un problème. Faut cadrer avec une législation.

Le gouvernement a sérieusement diminué l'APL, mais ça compte dans les petits budgets + la loi ELAN qui détruit les HLM : ils poussent les société à se défaire de leur patrimoine et vendre à la découpe ;

Ils contrôlent les revenus, tous les ans, des gens en HLM : c'est limite du harcèlement. Et baisser la loi d'accessibilité des logements aux handicapés... Alors que 70% des gens en Île-de-France peuvent prétendre au logement social. Mais ils veulent que le secteur social devienne un secteur d'assistance et celui qui a un peu plus il passe au privé qu'importe ce que ça lui coûte.

Faudrait aussi prendre les appartement appartenant au banques qui sont vides, tout comme ceux des bâtiments publics.

Pour le décès de ma mère : le fisc a demandé direct les papiers : taxe d'habitation, taxe foncière et droits de succession. C'est un vol manifeste.

Mais faut faire la distinction avec les grosses fortunes : le fils Dassault, il a rien fait d'autre qu'être un fils. Moi je parle des ouvriers, des gens qui ont acheté une petite maison en 74, et on paye énormément de droits de succession (45%° c'est un vol.

On se prive de vacances, pour avoir un petit bien on arrive à la retraite le survivant paye le crédit et en plus les droits de succession puisqu'il est héritier celui qui a pas de salaire...et ils mettent une plus-value si vous revendez.

Il y en a des impôts indirects.

Parcours supp' : faut réclamer son abandon, ça élimine les étudiants les plus modestes ou les plus éloignés géographiquement. On impose des droits universitaires énormes pour les non-communautaires, ce qui est une discrimination honteuse. Gratuite des études pour tous. En 30 ans de lutte, on avait réussi

faut que tout les pays étrangers : Italie, anglais, américains, algériens, c'est une note faramineuse laissée au niveau des hôpitaux qui est pas payée.

Mon frere attendait une transplantation : il était avec des italiens, des milliards d'euros leur sont consacrés et n'ont pas payé.

Faut qu'ils remboursent. On perd cet argent, qui aiderait les hôpitaux.

La France elle donne l'argent aux autres pays : la France a nettoyé la dette de l'Allemagne. Ils ont chambré les grecs mais ils étaient pas mieux il y a qq années.

Sur les transports : un scandale se prépare : la vente au privé des aéroports de Paris (orly, roissy, bourget). Créer cette ligne de métro rapide : le « roissy express », qui va flanquer le bazar sur le RER B. Le RER B, c'est 1 900 000 de voyageurs. Pour les riches, pour 24E on ira à roissy en 15min. Mais le prince décide. Mais je pense qu'on peut l'empêcher.

Re-nationaliser les autoroutes : la privatisation fait perdre 15 milliards d'E à l'année à l'état. Les péages devaient être le temps de rembourser (comme la CSG ça devait être provisoire. Mais c'est du provisoire qui dure.

Faudrait demander au gouvernement qu'est-ce qu'ils font des 9 milliards de dette qu'ils nous ont bouffé.

Si vous mettez votre boîte dans le rouge, vous êtes saisi quand vous êtes entreprise (petite. On a pas demandé à l'ancien gouvernement de rembourser sa dette.

Y a un aspect sur la démocratie : on a dit c'est le fait du prince. J'ai l'impression qu'il casse tout, il paraît que c'était son programme. IL est élu d'accord mais sur les décisions importantes faut écouter la population. En ce moment c'est grave, on peut plus manifester sans perdre un pied ou un œil.

En catimini, ils ont suspendu la loi sur le casier vierge des élus.

La 5e république est née d'un coup d'état depuis l'Algérie par de Gaulle et qui installe le pouvoir présidentiel. Y compris avec la boulette de Jospin qui fait passer les législatives après les présidentielles. C'est comme ça qu'il y a une majorité présidentielle.

Le RIC c'est une bonne idée.

La solution c'est travailler à préparer l'arrivée du 6e république ; assemblée constituante et qui supprime l'élection du président au suffrage universel, mais au proportionnel avec des pouvoirs d'intervention des citoyens : référendum, révocation des élus, ...

Ces gens s'enferment derrière des flics et des barricades dorées.

C'est pas la démocratie, c'est pour tous : on a le droit de contribuer à la mise en place de la politique publique à tous les niveaux.

Le mieux ça serait d'avoir 6-7 ministres, tous se réunissent et débattent. Mais quelle différence d'un président avec un roi ? C'est pareil. Tout pour lui, rien pour les autres.

Il était aux Etats-Unis : ce qui manque à la Fr c'est la figure d'un roi. C'est ça qu'il a dit/ Il est temps que ça change.

Il vient avec la police et tout...on est à la limite quand on voit les violences policières, ça devient insupportable. ON est où ? On verrait ces images dans un autre pays on serait horrifiés.

Le pire c'est que Macron donne des leçons au Venezuela. Il devrait regarder : on veut faire un RIC, mais non. Faut m'expliquer.

Je comprends pas pourquoi on a annulé l'ISF.

Les transactions bancaires, c'est 15 fois l'ISF. L'ISF c'est 4 milliards. Parlez moi des 100 milliards d'évasion fiscale sur 200 personnes à peu près.

Table 8

Concernant la suppression de la CSG pour les retraites : il faut une limite
Il faut revoir les taux de reversion des retraites en fonction du revenu, si on a un bas salaire il faudrait un taux de reversion plus important.

Par rapport au coût de l'essence il n'est pas normal d'augmenter l'essence et pour le justifier de dire que c'était pour la transition écologique alors que tout le monde sait que ce n'est pas vrai. Je suis pour la transition mais ce n'est pas un bon argument. Alors que les services publics sont supprimés cela nous oblige d'aller plus loin et consommer de l'essence. Plus de services publics des transports.

Moi j'ai renoncé à la voiture et je prends les transports en commun et ensuite je suis coincé lorsque j'arrive sur mon lieu de destination.
Proposition de vrai service public d'échange de mobilité, location de véhicule qui soit acceptable et il faudrait une modalité d'information, que tout le monde n'a pas de carte bleue ou de smartphone

Les petites retraites que fait on pour eux ?

Où trouve-t-on l'argent ? Il faut taxer les entreprises polluantes, les GAFAM, l'évasion fiscale...

Il faudrait une taxe d'implantation pour les entreprises en France
Augmenter les salaires.

Les prix ont augmenté plus vite que les salaires depuis le passage à l'euro.
L'APL a baissé de 5 euros.

Il vaut mieux un salaire correct que des primes ou des allocations.

Améliorer les résidences d'étudiants.

Le gouvernement préfère les aides des pauvres parce qu'ils sont les plus nombreux que de prélever les riches qui sont moins nombreux.

30 élèves par classe est une moyenne il faudrait limiter à 25/26. Déjà à Bagnaux à 25 élèves c'est difficile à suivre selon une AVS.

Le handicap devrait être pris en charge plus correctement une AVS est à 20h pas formée et au lieu d'avoir un élève elle en a deux. Si on souhaite intégrer les enfants handicapés dans un cursus normal il faut y mettre les moyens.

Il faut arrêter de supprimer les postes d'enseignants.

Les polluants

Les déserts médicaux : il faudrait des aides pour maintenir les centres de santé
Il faut jusqu'à deux semaines pour un généraliste et il n'y a pas un certain nombre de spécialistes y compris en zone dense.

revalorisation des montants des traitements des fonctionnaires en priorité les soignants, éducation,

Les hauts fonctionnaires qui pantouflent dans des entreprises privées. Nous sommes obligés de régler cette formation qui part ensuite dans le privé.

Il faut sauver la planète.

Développer la géothermie profonde.

Enseigner le recyclage dès l'école primaire. Les circuits courts pour l'alimentation.

Taxation des transaction financière.

Harmonisation fiscale au niveau européen.

Progressivité plus grande des tranches d'impôts.

Enlever la TVA sur les produits de première nécessité.

Baisser le niveau d'indemnisation des députés.

Dé professionnaliser la politique. Penser aux conditions d'accès de chacun a des fonctions électives.

Taxer les dividendes.

Roberto

Table 9

TRANSCRIPTION DES ECHANGES par S. Bouslah

Nombre de personnes participantes : 10 dont 6 hommes et 4 femmes

CI-DESSOUS LE COMPTE-RENDU VALIDE PAR LES PARTICIPANTS DE LA RUCHE

Thème 1 : Injustice des impôts

-Améliorer le pouvoir d'achat avec plusieurs mesures : rétablir l'ISF. Toutefois, il s'agit d'une mesure symbolique et insuffisante !

-Retirer les impôts injustes tels que la TVA sur les produits de première nécessité, cela doit être indexé sur les revenus c'est tout !

-Travailler à réduire l'évasion fiscale !

Les participants assis à la table choisissent de lister les thèmes que chaque participant.e souhaite aborder.

Thème 2 : Démocratie

-Souhait d'échanger sur la démocratie et notre système :

On a un système de votation unilatérale. Sommes-nous d'accord pour la proportionnelle ? sur l'obligation de voter ? sur la démocratie représentative ?

Aujourd'hui, il y a nécessité à avoir une démocratie participative. Demander aux communes

d'animer des débats comme celui de ce soir et faire remonter ce qui s'y dit à l'échelle nationale.

-La question de la proportionnelle c'est très compliqué, toutefois, il y a des ouvertures sur l'obligation de voter et sur la prise en compte des votes blancs.

-Comment répertorier les gens qui ne vont sciemment pas voter ?

-Les participants souhaitent la comptabilisation des abstentions, de ceux qui ne vont pas voter.

- Sartre disait « L'enfer c'est les autres », nous sommes tous et toutes victimes des autres. C'est notre problème individuel. Aujourd'hui nous sommes rassemblés et je trouve cela intéressant et remercie Madame le Maire. Je souhaite aborder le thème du « vivre en commun », notamment à Bagnaux. Ici beaucoup de problèmes sont résolus.

Thème 3 : Les inégalités riches/pauvres et meilleure répartition des richesses

- Trop de personnes souffrent. Il y a trop d'écart entre les riches et les pauvres. Ceci peut paraître banal mais c'est la réalité. La jeunesse n'est pas prise en compte au niveau du gouvernement. Elle est considérée comme un boulet alors que c'est une chance. Il y a trop d'écart de moyens entre les Communes.

-En France on est un pays riche, mais on nous dit que nous n'avons pas les moyens dans les faits, dans la santé, dans les hôpitaux, les EPADs, les professeurs.

On considère cela comme un coût alors que c'est un investissement.

On est d'accord, qu'il y a un problème de choix, notamment des fonds sur l'armée/la défense. Il n'y a pas qu'une question de choix mais aussi un niveau de ponctions des impôts.

Dans un pays riche comme la France, on se pose des questions pour savoir comment trouver 3 sous pour mettre dans le budget des études supérieures, des professeurs.

Un participant reprend l'idée d'un autre, notamment l'idée d'instaurer des débats nationaux régulièrement, car que va-t-il ressortir de cet échange d'une heure ?

Thème 4 : Education-formation et marché du travail

-Sciences po c'est 10 000 € par an, qui peut payer ça ? Pour aller dans les grandes universités, il faut payer très cher ! Alors qu'est-ce qu'on peut faire ?

-Beaucoup de jeunes vont faire des études 2 ou 3 ans, ils obtiennent une licence ou un bac+2 qui leur permet d'accéder à rien, se retrouver avec pas grand-chose. Alors que l'on pourrait aider les jeunes à s'intéresser aux filières qui débouchent sur des secteurs où il y a du travail.

-S'appuyer sur les formations pour des métiers manuelles, artisanaux, du compagnonnage.

-Développer et encourager l'apprentissage

- Essayer d'emmener les jeunes vers là où ils veulent aller, revaloriser les métiers artisanaux, industriels (ex : chaudronnerie)

- Comment faire pour diminuer la pression sur les jeunes qui sont en stage pour qu'il soit rémunéré ou au moins gratifié ?

- La galère des stages. Le système de l'apprentissage tel qu'il est aujourd'hui n'est pas assez intéressant et pas assez développé ! Par exemple il n'y a qu'une seule école de danse dans le 16^{ème} qui permet l'apprentissage !

- Dans les écoles, les lycées, les professeurs ne font pas assez la promotion des secteurs, des métiers dit « en tension. »

- Il faut que les professeurs accueillent des représentants de ces métiers dans les écoles, avec une mise en valeur des métiers tels que pompier, serrurier, des gens passionnés qui pourraient venir parler de leur métier.

De toute façon, il va falloir apprendre à se former tout au long de la vie.

Thème 5 : Le logement

-L'accès au logement. Le problème de rester chez papa et maman ou les grands-parents.

-Il manque trop de logement.

- Faire accéder plus facilement le logement « pas cher » aux étudiants.
- Permettre un accès au logement des adultes en respectant la loi SRU (lutte contre l'habitat indigne, la rénovation, etc.)
- Pourquoi la transition énergétique n'est-elle pas appliquée aux logements existants, cela ferait travailler et tourner l'économie et cela contribuerait à la rénovation énergétique que ce soit du social ou pas.
- Cela amènerait aussi de l'impôt, qui se fait en France... et s'inscrirait dans un cercle vertueux. Pourquoi cela n'est pas priorisé en France ?
- Changement de chaudière à 1€, il s'agit d'une pub sur internet, mais le travail est mal fait !
- Créer une alliance d'Etat contre l'habitat insalubre ou encouragement à la rénovation. Comment financer cette alliance ? En ponctionnant sur les 7 milliards donner à l'armée. ON leur en donne un peu moins !
- Et on pourrait exercer un contrôle au niveau local ! La Mairie connaît son travail et peut tout à fait recevoir et contrôler ces demandes. Elle pourrait également réguler les abus des entreprises.
- Faut-il supprimer la loi NOTRE. Faire un grand débat national sur la loi NOTRE ?
- Un grand débat sur « *quelle est la part du local sur le contrôle ou la maîtrise des choix nationaux... évaluer une loi ?* »

Thème 6 : Services de l'Etat

- On se rend compte que depuis de nombreuses années que les ressources de l'Etat pour contrôler, évaluer sont diminuer à peau de chagrin, et que l'Etat n'est plus garant du contrôle.
- Un service d'Etat qui est l'inspection du travail qui est aujourd'hui réduit à peau de chagrin. Aujourd'hui, essayer d'aller à l'inspection du travail, ils sont débordés et peu disponibles.

Thème 7 : Services publics de proximité

- Une priorité absolue, la suppression des services de droit commun tels que la Poste, la Sécu. C'est dramatique car cela déshumanise les problèmes vécus par les gens. Ceux-là se retrouvent isolés car ils ne peuvent pas expliquer leur problème.
- Il y a une rupture numérique importante. On oblige les gens à acheter tout le système informatique pour réaliser ces démarches. On devrait pouvoir être aidé par l'Etat pour que chacun puisse acheter un ordinateur.
- Il faut laisser les mairies annexes, la poste, les écoles, un guichet unique de tous les services publics (CPAM, CRAMIF, CAF...) cela demandera une grosse simplification qui n'est pas gagnée. Mais c'est une urgence !

Table 10

Franck Polo – 15 ans à Bagneux travaille à la RATP
 Svetlana (voisine de Bagneux)
 Diana – retraitée habitante depuis 43 ans
 Louis – Thompson habitant à Bagneux Lutte ouvrière
 Patrick – 45 ans à bagneux, plus aujourd'hui – militant lutte ouvrière
 Paul – Gilet jaune
 20 ans – retraité – militant Lutte ouvrière
 Stéphane – à Bagneux depuis un ans
 Juliette – lutte ouvrière – retraité – ancienne institutrice

Animatrice – 20 ans à Bagneux à côté – venu au débat car Le Maire l’a demandé – occasion de discuter

Stan – 42 ans à Bagneux

Henri – Bagneux à Pierre Plate

J – « Je pense pas que ça va pas peser sur les décisions de Macron » « Je pense que c’est du pipeau »

« Comment trouver les moyens de vivre ou survivre, car c’est de la survit ».

S - « Les abus du système capitaliste »

F – « les milliardaires sont encore enrichie » « monde invivable de dire à côté qu’on ne peut pas augmenter les salaires »

A - « Il y a des gens qui n’ont pas assez d’argent » « Discuter des choses que Macron a décidé que c’est non négociable »

F - « Incroyable qu’on ne puisse pas trouver du travail pour 9 millions de chômeurs »

GJ – « je trouve qu’on est bien seul »

L - « On est tous d’accord là-dessus » « Tous les gens qui protestent sont plus ou moins conscient que la société marche sur la tête » « Le problème essentiel est le capitalisme » « Il faut se mettre d’accord » « Tous ce que macron va faire remonter ... ça c’est du Pipeau » « Même les GJ pensent que c’est du pipeau »

« Moi je pense que ça va remonter, ça va peut-être pas être pris en compte »

P - « On est pas prisonnier de l’impôt » « On a d’autre manière de penser c’est ça »

A - « ce qui est super c’est qu’on se rencontre » « Au moins les citoyens pourront voir ce qui s’est dit ici »

S « c’est quand on commence à discuter que les revendications peuvent remonter » « les mouvements dans la rue voulait dire « on en a marre qu’on se foute de nos gueule »

A « En manif on a pas beaucoup d’espace de débat » « Les ronds-points ont créé plus de débat »

S – « On manif on discute aussi »

A « Oui mais on est tous d’accord »

S « Il faut bloquer les entreprises c’est là qu’il y a le fric et où on peut mettre la pression »

L - « Les confédérations syndicales ont tardé »

GJ - « On en a pas vraiment voulu des syndicats » « Tous ce que je connais des GJ c’est pas de syndicat ou de politique » « Il défendent qui les syndicats aujourd’hui ? Moi j’y crois plus » « A la tête des syndicats il y a des gens qui se goinfre »

L - « S'il y a moins de syndiqué c'est à cause du fait qu'il y a moins de pognon » « C'est lié à une politique »

S - « Dans cette société là on souffre » « Toute notre vie on est exploité » « On est exploité pour un salaire de misère » « On détruit les services publiques » « Je voudrais qu'on crée une autre société »

A - « Je suis syndicaliste moi non plus je voulais pas trop des GJ je ne savais pas trop qui c'était » « On a entendu tellement de chose (raciste etc) »

GJ - « Il y en a, mais c'est comme les élections » « Décadence des GJ, beaucoup veulent la démission de Macron, alors que c'est un pantin comme un autre » « C'est l'Europe qui décide »

F - « Pas d'accord. C'est le patronat qui décide » « Quel que soit l'issue c'est les travailleurs qui vont trinquer »

A - « On est tous très pessimiste » « Mais du coup qu'est ce qu'on peut faire ? »

L « Là c'est pensé que sous le capitalisme on peut améliorer les choses » « 2 guerres mondiales, des migrants qui sont traité comme du bétail » « E ça c'est le capitalisme » « Ce que disent les experts c'est que tout ça ça va être pire » « Il y en a qui essaye de baisé » « C'est les les lobby » « Non c'est les capitalistes »

Svt - « Les employeurs peuvent faire n'importe quoi. Diminuer les salaires, licencier comme ils veulent » « Il faut que les salariés se rendent compte de leur force » « Il faut lutter contre les licenciement » « Il faut lutter pour avoir plus de justice et de là changer la société »

D - « La classe qui a le plus de puissance c'est la classe ouvrière. Car ils peuvent faire la pression puisque c'est eux qui fabriquent les richesses » « Si ils s'allient tous ils ont les moyens de bloquer l'économie et faire peur » « De l'argent il y en a. Evasion fiscale, explosion des profits, des CICE, combien de milliards ? » « Macron qui ont augmenter de 100 pour les smicards parle des 10 milliards, mais ce n'est rien en comparaison » « on ne s'en sortira pas si on ne s'allie pas »

« Je vois que les discussions vont vers un sens, l'union des travailleurs » « Moi je veux parler des taxations » « Pas normal que l'entreprise arrive à échapper aux impôts » « Revoir la manière dont on les taxes » « Les impôts sont répartis de manière très inégale » « Les allocations familiales devrait se faire en fonction des revenus » « Pas normal que des riches reçoivent ça » « On a besoin d'argent pour que nos enfants aillent à l'école » « Il faut chercher l'argent là où il est » « 45 % payent l'impôt. Tous le monde pourraient le faire mais mieux répartis »

SV - « La TVA est la même pour tout le monde »

« Malheureusement oui. Il ne faut pas qu'un smicard le reste toute sa vie »

32

H - « Interdire la pub dans les villes » « C'est le nerf de la guerre dans le capitalisme » « On s'y habitue mais c'est imposé sans demandé l'autorisation » « Si on s'attaque à ça, ça prive aux capitaliste beaucoup de CA » « ça les empêche de se développer » « Pour combattre le

32

capitalisme il faut penser à cette réalité là la publicité » « Quand il y en a trop c'est matraquage » « Il y a des associations qui luttent contre ça »

J - « Mais ça n'apporte pas de l'argent pour les pauvres »

S - « Grenoble l'a fait »

A - « Qu'est ce que ça amène de juste dire qu'il faut couper la tête du capitalisme » « Qu'est ce qu'on peut faire maintenant pour ceux qui ont faim »

« Je veux bien répondre à ça » « L'immédiate des solutions » « On me disais de voter toutes de suites pour changer les choses » « Je ne veux pas croire qu'on puisse changer les choses comme ça » « Je veux juste qu'il n'y est plus de capitalisme » « Il faut imposer au patronat le travail pour tout le monde »

« Est-ce qu'il y a des pouvoirs européens plus fort que les capitaliste » « Il faut qu'on se rapproche en tant que travailleurs, qu'on soit européens ou pas »

A - « Le débat est un peu verrouillé sur le capitalisme » « La question du travail. Je suis prête à gagner moins pour que quelqu'un trouve un travail, pour répartir le travail »

SV - « Pas de diminution des salaires et du travail pour tous c'est ça que je veux »

« Pourquoi obliger les gens a travaillé » « Je ne veux pas vivre que pour travailler » « Je ne veux pas des heures supplémentaires, travail de nuit, etc » « travaillons moins pour qu'il y ai plus de travail pour les autres ». « Tout le monde doit avoir un salaire, c'est le trait d'union qui nous permettent de s'unir avec les travailleurs dans les entreprises » « Comment on peut vivre avec un salaire de 1200 et un retraite de 800 c'est pas possible »

A - « Je ne comprend comment ça se fait qu'il y a autant de différence de salaires »

« Revendications immédiate – je veux dire qu'avec le mouvement général dans toute la France » « On peut en ce moment demander à augmenter les salaires » « Il faut que tout le monde s'allie »

« Notre place dans la société vient par rapport au travail » « Le stats montrent qu'à la retraites on vie de plus en plus longtemps » « ça pose la question : qu'est ce qu'on fait en-dehors du travail » « il ne faut pas que l'argent soit dépend du travail » « Je suis assez militant du revenu minimum » « je ne pense pas de d'abord éliminer les milliards je veux d'abord échapper les gens de la pauvreté »

« Mais la pauvreté elle vient d'où ? »

GJ « Mauvaise répartition des richesses » « On peut prendre 85 % de leur richesse et donner aux pauvres pour au moins qu'ils bouffent ce qu'on veut nous »

« Là on parle d'éliminations »

« On ne parle pas d'élimination physique »

« Comment on arrive à enclencher des changement » « Comment on change avec ces mouvements d'aujourd'hui » « Comment ont est représenté au niveau de l'État de l'assemblée Nationale »

« Il faudrait qu'il y ai des ouvriers à l'assemblée nationale »

A- « Je suis pas d'accord sur le fait que la France soit une dictature » « Une vraie dictature c'est autre chose »

SV - « Il y a eu des ordonnances que le peuple ne voulait pas donc sommes nous dans une démocratie »

A - « Au moins on peut parler autour d'une table »

« Il n'y a pas d'ouvriers on est pas représenté »

« Il y a aussi les capitalistes qui achètent les médias mais qui oriente les pensées »

L - « ça fait des lustres qu'on nous dit que c'est la politique des petits pas » « Ce qui manque à la classe ouvrière c'est des gens qui nous disent que c'est l'ensemble de la société qu'il faut changer »

A - « Ma fibre de » travailleur sociale parle – Je vois des gens qui vivent dehors, etc » « Il faut aussi faire des petites choses » Pour eux les petites choses c'est vitale

L - « Vous êtes utopistes de croire qu'on peut changer ça sans changer cette société de merde »

« C'est une utopie qu'on sort 10 000 personnes dans la rue et de croire qu'il n'y a personne qui y retournera » « le capitalisme cassera la classe ouvrière fermera les usines et les gens retourneront à la rue »

« Les GJ ont fait la démonstration que le peuple peut se mobiliser de lui-même »

« On nou fait coire qu'on peut faire des petits trucs » « Mais c'est sans fin, les loyers qui augmente jète des gens dans la rue » « C'est sans fin »

321 milliards – 38 personnes ont cette argent » « Donc quand on dit que je suis prête à partager mon salaire je dit non » « Pourquoi on ne prend pas ces milliards »

« Je ne comprend pas pourquoi dans la société moderne il y a des gens au chômage »

Conclusion :

Supprimer le capitalisme

Que les classes populaires s'organise

Aider les classes populaires

L'inégalité entre les classes populaires et les capitalistes

A - « Les gens autour de la table sont tous d'accord pour condamner les écarts des moyens de vivre en France. Mais je trouve qu'il n'y a pas de consensus entre les gens autour de la table »

L - « La conclusion de madame Le maire c'est du Pipeau. Macron n'en a rien à foutre. » « Et un parti communiste ne devrait pas entretenir des conclusions »

« Je suis tout à fait d'accord »

« Je suis satisfait que des gens se rassemblent au niveau local » « L'idée de la pub m'a beaucoup plus parce que ça veut éduquer la population » « Si on reste devant notre poste de télé on ne s'en sortira pas » « il faut se mobiliser » « ça ne peut changer que par le bas »

« Il faut s'attaquer à des gens qui pompent notre pognon »

« On est pas tous d'accord pour changer la société ici » Duc cou p on va garder les mêmes problèmes »

GJ - « Moi je dirais qu'on est mal barré » « Le peuple doit prendre conscience de la surconsommation c'est ça qu'il faut combattre » « par exemple les portables des gens qui en change tous les 6 mois. La planète là ça la bousille bien »
« Pourquoi tout le monde n'est pas venu sur les ronds-points alors qu'on est soutenu par beaucoup de personnes dans la rue »

L - « On peut être ensemble »

GJ « 84 % c'est quoi 40 millions de personnes. Nous on est que 1 million comment ça se fait ? »

A - « Pour moi c'était un plaisir »

« Prendre conscience qu'il y a deux classes qui s'opposent fondamentalement les travailleurs et les capitalistes »

« Cette idée »

« Peut-être un genre de speed-dating que les tables bougent »

« Une plénière aurait peut-être été mieux là ça a limité le débat »

Table 11

Nombre de participants : 10 + 2 (fin de soirée)

Pierre Nahori comédien, (ministre de Groland) habite près maison des arts,
Françoise Lambert, fonctionnaire territoriale, allée des Mathurins
Josiane COMBES, quartier nord, retraitée, active dans les associations notamment l'OBS
Alain Bouvier, retraité, résidence Abraham Lincoln, président des amis de l'humanité
Cédric hydrologue, gestion des inondations, avenue Albert Petit

Mme Jacqueline GONZALES, retraitée, active au sein de la croix rouge,
Christian, balnéolais depuis 1 an, ancien Montrougien pendant 30 et 50 ans avec son épouse,
retraité, actif dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi, résidence allée des
orchidées,

Marie-Elise, retraité depuis 4 ans.

Alain LE THOMAS, maire-adjoint, caméraman, allée des Mathurins

Aïcha MOUTAOUKIL, maire-adjointe à la jeunesse

Franck Javary, à Bagneux depuis 18 mois, prêtre à la paroisse de saint Hermeland

AB : on pourrait peut-être prendre en compte ce qui a déjà été abordé : justice sociale, justice
fiscale, service public, écologie, démocratie.

PN : parler de l'ouverture des frontières aussi, et arrêter de rejeter les migrants comme des
pestiférés. Nous avons été les premiers colons, et maintenant on refuse que d'autres viennent
chez nous

ALT : ce qui ne sera pas sans rapport avec l'écologie.

JC : la place de la jeunesse dans notre pays. Ce sont beaucoup les salaires dont on discute,
mais c'est la place de la jeunesse qui est aussi importante, car ils sont mal menés. Le centre
d'intérêt, c'est la solidarité, et on a besoin de savoir quelle société on veut défendre, où est-ce
qu'on veut vivre. On a su faire le prélèvement à la source, on peut faire ça pour les grandes
entreprises aussi.

La jeunesse connaît des problèmes de logement. Macron a fait un grand show avec les
étudiants, en donneur de leçon. Mais voilà. La jeunesse redonne de l'espoir, dans la solidarité.

CP : je suis choqué car le débat de l'emploi n'existe pas. Il y a quand même eu la suppression
des emplois aidés, qui mériterait d'être revue. J'aimerais bien que la question des retraités ne
soit pas vue comme une question de coût, mais comme des apports pour la société.

PN : j'aimerais rajouter l'évasion fiscale car il y a des milliards qui partent chaque année,
mais c'est le service public qu'on tue comme ça.

FL : sur l'évasion fiscale, les revendications qui reviennent fort sur le pouvoir d'achat, les
services publics, l'augmentation des salaires, des retraites, est aussi la question : peut-on faire
autrement ? certain pense qu'on ne peut pas, qu'il faut réduire le service public, alors que
d'autres pensent que c'est possible, et qu'il faut qu'on s'attaque à ça. Même sur l'emploi, on
donne de l'argent aux entreprises donc cette question est fondamentale.

JC : comment un président peut oser dire qu'il y a de bons et de mauvais services publics ? il
n'y a pas de bons ou mauvais, le service public, c'est le service public.

JG : y a pas de draps pour les hôpitaux.

AB : la direction française de google, on leur a demandé ce qu'ils comptaient faire. Ils ont dit
que si la loi les autoriser à ne pas payer d'impôt, il n'avait pas de raison le faire, et qu'ils
appliquaient la loi française. Donc il faut changer la loi. Il ne paie pas d'impôt, parce qu'ils
sont autorisés par la loi française, et ils reçoivent le CICE. La question des moyens c'est une
question de volonté.

Deuxièmement, sur les moyens, cela justifie le rétablissement de l'ISF, du prélèvement à la
source des bénéfices des entreprises. On nous le retire dès janvier, mais les bénéfices ne
seront inscrits que dans le bilan des entreprises au mois de juillet.

ALT : ce qui nous est demandé dans le grand débat, c'est quel bras ou jambe on veut se faire amputer. Quel service public doit être retiré ? Ce n'est pas la question, mais plutôt comment utiliser l'argent public de la bonne manière ?

Cédric : il faut voir comment redistribuer l'argent disponible dans le service public .

PN : il y a toujours de l'argent pour les entreprises mais jamais pour les autres. « Il faut détruire la misère » comme disait Victor Hugo : il faut qu'on puisse se soigner, que tout le monde puisse manger, et plus personne ne dorme sous les ponts.

CP : nous on a la chance de se poser ces questions justement, car nous sommes dans un pays riche, ce qui rejoint justement la question des frontières. C'est vrai qu'il faut se dire qu'on ne veut plus de misère, mais il faut réfléchir à comment on fait, car on va s'heurter à des oppositions.

Il faudrait que Bercy travaille sur les différentes manières de mieux taxer, comme une taxe sur les bénéficiaires, à la source.

AB : il faut s'interroger sur les moyens. Pour détruire la misère, il faut raboter le pouvoir des dominants très riches, pour leur piquer ce dont ils n'ont pas besoin, car certains des très riches sont même prêts à être plus imposés. L'argent il faut le prendre.

JC : comment on fait comprendre à nos populations, en France, la richesse qu'on crée, qu'elle est créée par les travailleurs. Comment elle est redistribuée ? Parce que la misère est en France, mais elle est mondiale la misère. Comment la politique fait le maillage pour élargir au niveau mondial. Tout est dans tout.

FL : comment on peut faire dans notre société : cela a été un peu voulu, on divise les gens. Les personnes qui gagnent leur vie pensent que si ça va mal pour eux c'est à cause des chômeurs, des fainéants, des migrants, et je trouve que c'est important de refaire du commun avec ces personnes, au lieu de se diviser, pour changer les choses ensemble. Parce que quand on discute avec des habitants ou des collègues, sur certains thèmes : qu'est ce que c'est être riche ? Pour certains, c'est avoir un très bon salaire. Mais il faut qu'on trouve du commun pour mieux vivre ensemble.

MEP : la question de la division est centrale, il faut repositionner un peu tout ça.

ALT : Macron qui dit qu'avant la suppression de l'ISF on n'était pas plus riche pour autant. Mais ils n'ont jamais fait le nécessaire pour revenir sur cette situation. Et avec cette suppression on peut dire que le service public ne s'est jamais aussi mal porté. L'autre chose que je voulais dire, par rapport au commun, ce qui accapare ces richesses, qui pillent le tiers monde, qui a des conséquences climatiques, et le deuxième effet ce seront ces catastrophes « naturelles » ou extra-naturelles plutôt qui feront fuir les personnes, et que leur disons-nous ? Crever ! restez en mer. Et ce n'est pas possible de dire ça, car on a assez de richesses pour répondre à ces problèmes.

Cédric : Darmanin voulait envoyer une facture pour dire regardez ce que vous avez coûté. Mais on pourrait leur retourner la chose, ce qu'on a rapporté. Car je ne comprends pas qu'on paie pour du carburant, sans qu'il y ait d'investissement dans d'autres énergies. On se demande où va l'argent ?

JG : si un simple citoyen comme nous est licencié, il attendra longtemps avant de toucher une retraite, mais les hauts cadres d'entreprise ou hauts fonctionnaires touchent des retraites chapeaux

AM : c'est pas une retraite, c'est une indemnité qui est versé

PN : la DDHC dit que tous les hommes naissent libres et égaux en droit. C'est faux, quand un président est retraité à 44 ans et demi, quand des cheminots doivent attendre la fin de leur vie on n'est pas égaux. Pas égaux en droit quand des personnes vont piller des richesses quand d'autres n'ont pas les moyens d'aller dans ces pays.

Les bateaux sillonnent les pays pour récupérer les gens qui se noient. Il y a 3 ans, Aylan a horrifié tout le monde, maintenant tout le monde s'en fiche. Il y a des avions qui essaient de repérer les gens en mer, les bateaux qui coulent, mais on ne fait rien pour ces gens-là.

FL : Dans les provinces il faut voir aussi qu'il y a des familles qui sont obligées d'avoir des voitures, car il n'y a pas assez de transports publics. Ça a un coût important pour eux.

Cédric : il y a des mesures compensatoires qu'on peut faire.

FL : il ne faut pas culpabiliser les personnes. Les grands paquebots, qui paie ? Total, qui paie ?

Cédric : eux aussi doivent payer, je suis d'accord.

AM : personne n'a encore parlé de l'Europe. Hors 70% des lois qui s'appliquent aujourd'hui viennent de l'Europe. Je me demande donc, car notre parlement ne fait que récupérer ces lois pour les adapter et les faire adopter par nos parlementaires, est-ce qu'il faut se demander si c'est de cette Europe là dont on a besoin ? Quand un pays dépasse les 3% de déficit, il y a des pénalités. Qu'est-ce qu'on en pense, est-ce qu'il ne faut pas repenser l'Europe ?

FL : et on avait voté non au référendum.

AB : c'est une question centrale. L'Europe a interdit l'alliance Siemens Alstom, ce qui sauve Alstom. L'Europe sauve des emplois aujourd'hui.

CP : sur l'Europe, j'aimerais qu'il soit rappelé qu'on a des élus. Parfois on n'a pas pris très au sérieux les élections européennes, parce que c'est un peu loin. Mais soyons clairs, cela sert aussi à recycler des professionnels de la politique. Je connais bien aussi la Pologne, et on n'y est pas très pris au sérieux. Ceux qui arrivent le mieux à presser et qui sont les plus présents en Europe, c'était les anglais. On a peut-être intérêt à essayer de plus peser, pour que nos idées soient mieux représentées.

FL : il y a quand même un système qui a mené au contournement du choix des citoyens. C'est quand même un problème. Et est-ce qu'on peut se dire aussi que le politique a du pouvoir sur l'économique. Ça passe par des citoyens, des revendications.

JC : quand on a voté l'Europe, on voulait une Europe sociale, on a fait l'Europe du fric. Mais aujourd'hui, est-ce qu'il y a la possibilité que les salariés de l'Europe se mettent ensemble autour de sujets communs ? Les élus ne savent pas travailler avec les peuples. L'Europe, c'est

très compliqué. Il y avait à une époque une lutte forte sur l'automobile entre travailleurs allemands et travailleurs français, et italiens.

Est-ce que repenser de nouveaux modes de transports ce n'est pas ça aussi sauver la planète ? Avant il y avait des trains de marchandises, aujourd'hui on nous dit que c'est la voiture, qu'il faut qu'on paye pour la pollution etc.

PN : par rapport à l'Europe, ils veulent des personnes rentables. Pourquoi Macron supprime des services publics ? c'est pas rentables ; hôpitaux, sans abri, c'est pas rentable ! Il faut arrêter de penser à des services publics rentables et de tout rentabiliser.

ALT : on fait revoter les gens au référendum, jusqu'à que ça aille dans le sens voulu. Ou alors les pays qui décident d'une politique et qu'on étrangle financièrement pour qu'il se plie à ce que l'on veut d'eux. On le voit avec les grecs et les anglais. Par rapport au service public on le vit au niveau local. Or, aujourd'hui, on ne peut pas faire la même chose avec moins de fonds. L'Etat met son veto pour étrangler financièrement et dire : la politique pour laquelle vous avez été élus, vous ne pourrez pas la mener.

Aujourd'hui on rentabilise même les fuites de gaz. La gestion des fuites, si on ne fait que relever avec un mouchard, l'intervention n'a pas lieu. Et cela au mépris même de la population. On essaie de faire du bénéfice sur la sécurité.

Cédric : sur l'Europe, il y a pas mal de problèmes, mais moi perso c'est l'Europe qui me donne du travail en créant des normes. Toute l'histoire de la protection des inondations, risque inondations, vient de l'Europe. Sans ça, je ne travaillerais pas.

JC : notre pays a besoin d'un véritable service public (santé, école, pompier, administration, crèche, collectivités territoriales, logement social, sport...). Si on a moins de service public, les populations en province... il n'y a plus de Poste... Je trouve que le service public c'est un accès pour tous sur tous le territoire de la France. Demain, ceux qui veulent mettre leur enfant à la crèche ils paieront. Et on ne peut pas dire quand on est président : choisissez votre service public.

Quand on a des pompiers qui viennent éteindre le feu, ou des techniciens qui remettent l'électricité sur des câbles, oui le service public c'est bien. Il faut donner les moyens au service public !

FJ : il y a une meilleure taxation à faire, mais il ne faut pas dépenser sans compter. Je regrette que des choses fausses soient dites, que l'argent est là, qu'il faut le prendre. On est dans un pays qui redistribue beaucoup de richesses. Il y a une question de démocratie aussi, le millefeuille est compliqué, on ne sait pas qui décide. Les citoyens ont besoin de se former davantage. Les entreprises devraient favoriser les syndicats, car ça manque et beaucoup de choses se disent, un peu fausses.

Les pays du tiers monde, ce sont nous qui les pillons. Le portable, l'ordinateur, c'est le votre, c'est nous qui pillons parce qu'on ne rétribue pas suffisamment. C'est un sujet difficile, la planète est en surchauffe, et il faut revoir notre confort.

Table 12

- Supprimer la CSG pour les retraités touchant une retraite inférieure à 2000€
- Préserver l'environnement en privilégiant les transports en commun sans hydrocarbures

- Taxer les carburants aériens et maritimes
- Développer la recherche scientifique des énergies alternatives
- Rétablir des gares de transport en commun et ligne de proximité
- Créer un vecteur porteur pour développer le transport en commun et améliorer le contexte environnemental
- Instituer la gratuité dans les transports en commun pour inciter le plus grand nombre de citoyens à utiliser ces derniers
- Utiliser les taxes des énergies polluantes pour financer les énergies vertes
- Clarifier l'utilisation des impôts et des taxes (à quoi cela sert)
- Limiter les écarts de salaires au sein des grandes entreprises
- Avoir une lisibilité des indemnités et salaires des femmes et hommes politiques
- Exiger un casier judiciaire vierge pour exercer et pouvoir exercer un mandat politique
- Améliorer l'accueil des étrangers au sein des administrations publiques
- Autoriser le vote des résidents étrangers aux élections à minima locales
- Baisser les coûts des Ehpad et maisons de retraites et augmenter les moyens de personnels pour réhumaniser les services à la personne
- Revaloriser les retraites
- Sortir la santé, l'éducation et les services publics de l'économie de marché
- S'attaquer vraiment au problème de l'évasion fiscale
- Créer plus de tranches d'imposition sur le revenu pour plus de justice fiscale
- Contrôler l'usages des prêts et avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises, et ré-interroger les critères d'attribution du CICE
- Exiger l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes
- Obliger les communes à respecter la loi SRU (25% minimum de logement social) en instituant une amende plus dissuasive
- Taxer les dividendes et actions de l'économie spéculative (Cac 40 par exemple), plus que sur les salaires
- Augmenter les salaires minimum (le Smic et bas salaires des retraités)
- Baisser le prix des produits de première nécessité, (baisser ou supprimer la TVA pour les produits de premières nécessité)
- Faciliter l'obtention des bourses d'études pour les familles les plus modestes

Table 13

Catherine W orange Châtillon formation de médiatrice

Hector doctorant physique de la lumière à Cachan

SYLVIANE ET Guy habitent Bagneux depuis 7 ans retraités, lui travaillait à Reader's digest

J Manuel habite centre ville CQ

Joseph retraité Bagneux depuis 74

Nicole balnéolaïse depuis longtemps retraitée – ancienne fonctionnaire de la ville

Lionel W Châtillon Orange. Pas de débat à Vanves

Marlène retraitée santé publique 24 ans à Bagneux

Francis Issy les Mx retraité depuis 1 mois Orange

Léon, animateur ville

Catherine : rappelle règles bienveillance / si rempli questionnaire pas d'échanges. Challenger ce qu'on dit. Choisir tous un thème prioritaire.

JManuel : indexation pensions retraite invalidité AH chômage sur coût réel de la vie/ pouvoir d'achat = trop global. Cible revenus de remplacement. Baisse CSG pour ces revenus-là.

Lionel : précise les revenus de remplacement pour ne pas perdre de pouvoir d'achat

Joseph : ok JManuel. Pouvoir vivre de son travail. Attention polyvalence/mobilités. Taxe des riches à 70 % mais niches fiscales dans cadre européen. Espagne, Luxembourg. Pas une politique qui menace les revenus des gens. Bien cette réunion. Seulement 2 communes du 92 qui ont organisé débat + questions de l'environnement et des délocalisations, W des enfants. Peur d'aller droit dans le mur.

Nicole : Augmentation du SMIC des salaires. Problème de taxe sur alimentation de base. Justice fiscale, aberrant suppression ISF. Taxer entreprises sur bénéf à la source. Classes moyennes sont les plus taxées. Manque de moyens : santé, éducation, transport. Et problème du logement. Nouvelles mesures du gouvernement moins d'aide à la construction de logements sociaux et question de réhabilitation. Ghettos car certaines communes ne construisent pas logements sociaux.

Lionel : vivre décevant de son travail et de ses revenus. Changer la logique pour que prix n'augmentent pas derrière. Oui, question du logement trop cher. Pas d'aide quand travail car pas normal. Vivre de son travail. Fiscalité plus juste. ISF : il va où l'argent ? Revoir niches fiscales et fraudes. Récupérer les milliards. Voir les GAFA. 500 millions c'est rien pour eux. Protectionnisme pour produits courants. Oui fiscalité dès le 1^{er} € mais que tout le monde le fasse, surtout les entreprises qui gagnent beaucoup.

Marlène : classes moyennes : CSG, pouvoir d'achat et santé. Besoin d'aide lunettes, dents, chambres dans les hôpitaux. Salubrité des logements : gros travail à faire.

Francis : changement climatique et émission gaz. Système de taxe carbone progressive et de plus en plus payée par les plus riches. Taxe KM auto + avion. 1^{er} 10 000 = 0 / 10 000 en plus... etc taxe de plus en plus élevée. Sur quels déplacements ? A voir si privé ou professionnel. En tenir compte. Déclaration avec revenus. Vérification = un problème pour lequel trouver des solutions.

Hector : écologie et réchauffement climatique. Tt le monde en parle mais pas vrai que priorité. Accès aux grandes études. Autour de lui : hommes blancs blonds. Etudes gratuites et pourtant pas pour tous.

Sylviane : qualité éducation conditionne qualité du boulot. Trop d'injustices. Aides : tt le monde y a droit ? Existe des abus.

Guy : Justice fiscale. CSG sur retraite. Pas annulée pour tout le monde. Retraité classe moyenne. Plus droit à rien. Avantage acquis plus répartis.

Léon : 2 sujets : beaucoup de lois, on ne s'y retrouve pas. Il y en a trop et instable. Jour de carence des médecins. Remettre à plat le code civil. Simplification de la législation. Arrêter de les superposer.

Education a perdu de sa valeur. Gouvernés par énarques. Enseignants parents pauvres. Défense de l'éducation. Sur quelle éducation on mène les enfants du pays.

Catherine : sauvegarde la planète. Compromis sur taxe entre gens qui polluent mais aussi incitations positives. Démocratie participative pour pouvoir donner son avis. Même si ne va pas à toutes les réunions organisées à Issy les Mx.

Les 3 sujets prioritaires après le tour de table : pouvoir d'achat / éducation / environnement

Joseph : les 3 sont liés. Changer les logiciels pour que choses évoluent. Conséquences des délocalisations ?

Faire des propositions concrètes

Pouvoir d'achat :

- justice fiscale /logement : prétendues aides n'ont pas permis de financer des logts sociaux.

Que 25 % minimum de logements sociaux dans toutes les villes. Substitutions de l'Etat qd ville ne construit pas. Sortir de la politique électoraliste. Politique de l'Etat indépendante des politiques électoralistes.

Gens restent longtemps dans logement social car logement libre trop cher. Besoin de régulation. Inefficacité loi Pinel.
 Permettre que gens puissent sortir du logement social.
 Réguler de manière globale le marché du logement.
 - arrêter des donner argent aux grands groupes et ne créent pas d'emploi. Cf CICE. Contrôler les contreparties. Contrôler les aides publiques données aux entreprises.
 Supprimer les niches fiscales.
 Taxer les GAFA normalement dans le pays où ils sont.
 Impôt dès 1 € gagné mais coût de la feuille d'impôt. Proportionnalité de l'impôt par %.
 Débat car c'est le cas de la CSG car même taux pour tout le monde. Comment définir le % ?
 Revoir les tranches. En faire plus. Seulement 5 auj.
 Revenus des français : écart de 1 à 22 avant impôts. Alors que de 1 à 6 après impôts. Dixit Alternative économiques.
 Education
 A sciences po : place pour ceux qui viennent quartier défavorisé car permet l'accès à grandes écoles.
 Oui discrimination positive mais problème d'éducation pour acquérir les codes. S'excluent eux-mêmes.
 Léon : instruction n'est plus égalitaire. Formation des instituteurs et des formateurs. Mauvais remplacement de l'IUFM.
 Question des EPAD, très cher, et soins pas toujours à la hauteur.

Table 14

Ludovic
 Faty
 Saleha Gargari
 Saïd
 Nadia Seisen
 Corinne
 Jean François
 Dominique
 Monique
 Dalila
 Hakim

Ludovic
 Très sensible à tout ce qui est approche écologique.
 Nécessité de structuration de cette problématique, de tout ce qui peut nous permettre de recoller aux engagements pris à la COP 21. Ne comprends pas ce que fait le gouvernement.
 Pas de cartographie de l'arbre des possibles.
 Des objectifs sous tendus par des études scientifiques. N'arrive pas à trouver sur internet cette cartographie, où on va. Quelquefois de la comm.
 Qui va fournir l'électricité demain ? Pas de réponse.
 Pas contre le nucléaire mais déchets toxiques.
 Besoin de décliner des enjeux intéressants pour bageux.

Nadia
 Question écologique à mettre au coeur de toutes les politiques publiques.

Par exp repas bio dans les cantines, question de santé publique. Mais écologie doit être pour tous, pas au détriment des plus pauvres.

Ne pas accepter des produits qui ne répondent pas à des normes sociales et environnementales. Ne pas se contenter des labels.

Besoin de décliner dans toutes les politiques publiques.

Dominique.

Problème car bio pas accessible à tous.

Saïd

Écologie pas au coeur des politiques du Gouvernement.

Par exp véhicules au diesel nouvelle génération. Pourquoi le diesel est en critère 1

Comment se fait il que le gouvernement a eu des démissions notoires d'écologistes ? Pourtant Macron à tout fait pour retenir N Hulot

Seulement une politique de façade.

Lorsqu'on rentre dans le fond du problème, rien n'a été fait.

Dominique

Pour faire ce qu'on a envie de faire, ceux qui arrivent avec de grandes idées au gouvernement sont confrontés avec des choses qu'on apprend quand on fait de la politique. La France seule ne peut pas y arriver.

Chacun doit apporter sa pierre et ne pas tout faire tout de suite

Saleha

Ça va prendre beaucoup de temps si on fait ça.

Saïd

Préoccupation première Reconnaissance du vote blanc

Si on prend la dernière élection, vote blanc doit être compté car électeurs se sont déplacés. Si on additionne les scores des 2 candidats on a 100%. Le bulletin blanc n'apparaît pas pour ceux qui n'ont pas voulu voter pour les 2.

En comptabilisant le vote blanc, on tient compte de toutes les opinions. Le jour où il sera reconnu on aura moins d'abstention.

Dominique

Ne comprend pas pourquoi on se déplace pour voter blanc.

Faty

Le fait de compter le bulletin blanc permet de reconnaître le malaise. Si aucun candidat ne me correspond, je peux faire mon devoir civique en utilisant le bulletin blanc. On ne devrait pas avoir à voter par dépit au second tour.

Ludovic

Quand on ne trouve pas son compte, que fait on ?

A partir de quel pourcentage le vote blanc annule le scrutin ?

Nadia

Si on veut voter blanc c'est qu'on ne se reconnaît pas. Comment on renouvelle les responsables politiques pour se sentir représentés ? Comment on facilite l'entrée en politique de tout un chacun ?

Pourquoi pas le tirage au sort ? Certains citoyens n'osent pas se lancer car ne sont pas dans un parti.

Ne me sens pas représentée par un gouvernement où il y a plusieurs millionnaires. Ne vivent pas comme ceux qui n'ont plus d'APL qui ont du mal à joindre les 2 bouts.

Permettre à des citoyens non encartés de faire de la politique. Pas un métier la politique.

Faty

Avoir une formation politique mais vivre comme les autres.

Classe moyenne pas prise en compte. Gouvernement ne fait pas de Vis ma vie pour se rendre compte des problématiques du quotidien.

Saïd

Les formations des élus existent pendant le mandat. Toutes sortes de formations

Hakim

Macron doit aussi apprendre à parler au public.

Arrêter d'élire des gens qui ne nous ressemblent pas.

Élection présidentielle on confie aux candidats notre quotidien ? car le président est celui de tout le monde !

Pas des formations pour être mis dans une boîte mais pas à proposer une vie meilleure. Nous on veut travailler et toucher un salaire pour vivre dignement.

Domage de dire qu'un président élu ne peut pas représenter tout le monde.

Monique

Marre de tout le temps payer. Au moins avoir notre salaire en fin de mois et pouvoir profiter un peu. Où vont nos petits enfants ? Mon petit fils cherche du travail partout.

Hakim

J'ai fait des études, je ne veux pas le RSA. Je veux pouvoir vivre dignement.

Loyer à 1000 euros.

Suis au prunier hardy. Loyer élevé, charges élevées.

Pas forcément augmenter les salaires mais diminuer les charges.

Ludovic

J'aimerais que l'expression effet de seuil apparaisse. Car après un certain seuil, on n'a plus aucune aide.

Notion d'injustice apparaît quand on voit qu'avec quelques euros de plus on va devoir payer une taxe d'habitation beaucoup plus élevée.

Jean François

Avoir plus de proportionnalité dans la fiscalité

Nadia

Rétablir l'ISF

Fin du CICE

Lutte contre les paradis fiscaux

Loyers non encadrés.

Jean François

Chaque commune doit décider du plafonnement

Nadia

Pas de baisse des loyers, donc avoir un dispositif d'encadrement pour aider à faire baisser les loyers.

Ponction des bailleurs sociaux, risque d'augmenter les copropriétés dégradées avec la vente des logements sociaux. On va à la catastrophe.

Faty

On ne peut plus parler de logements sociaux car loyers très élevés. Autant accéder à la propriété mais on ne touche pas assez pour cela.

Donc qu'est ce que je fais ?

Hakim

Si qualité est là avec un loyer élevé pourquoi pas ?

Il faut vivre dans un logement social pour comprendre. Pas à nous de faire la police dans les halls.

Monique

Loyer doit tenir compte du salaire. Loyers trop chers.

Logement reste un problème majeur.

Fatia

Crainte de résidents de laisser des grands logements pour ne pas avoir à payer plus cher.

Jean François

Retraites devaient être indexées sur le coût de la vie, comme le smic

Faty

Écouter les citoyens, ne pas les mépriser.

Dominique

Améliorer les transports avant de les développer. Rer B

Monique

Ok pour prendre les transports mais trop chers

Dalila

Commerces de proximité en voie de disparition.

Problème de l'ubérisation des auto-écoles.

L'état ne contrôle pas les indépendants.

Manifestation organisée pour lundi par les auto écoles.

Permis trop cher mais auto écoles pas des voleurs. On travaille beaucoup. Toutes les catégories professionnelles doivent être considérées.

On participe à l'économie du pays mais si on continue ainsi, la France va être une grande start up. Si on veut diminuer les accidents, il faut maintenir le réseau des auto écoles.

Saleha

Plus parler du handicap.

Saïd

Notamment le handicap des enfants. Coûte très cher car doivent être hébergés en Belgique. Plus de la moitié des enfants de ces écoles en Belgique sont français. Ont des pathologies lourdes et structures manquent.

Impossible de mettre ses enfants dans une structure normale ou alors avoir un éducateur personnalisé.

Problème dans les hôpitaux. Impossible de prendre RDV rapidement à l'hôpital public.

Hakim

Améliorer les urgences.

Ludovic

Attentes pour maisons de retraite plusieurs années et 3000 euros par mois. Tout l'argent d'une vie y passe.

Assistante sociale m'a trouvé une place tout de suite dans le privé mais encore plus cher.

Monique

Toujours 2 poids 2 mesures, médecine de riche médecine de pauvre

Nadia

Besoin d'un grand plan pour développer le maintien à domicile. Permettrait de répondre à la demande croissante.

Monique

Ai travaillé dans clinique privée et comme femme de ménage je devais donner un coup de main.

Hakim

Augmenter le salaire des pompiers

Fatia

Supprimer les salaires des anciens présidents.

Hakim

En tant que français africain, je veux que la France arrête de dire aux dirigeants africains ce qu'ils ont à faire et arrête de mettre en place des pouvoirs en Afrique.

Table 15

Ce soir j'avais envie de dire que je pense que c'est une catastrophe le démantèlement du service public. Ma fille est infirmière, elle est passionnée mais difficile manque de personnel.

Pas de remplacement. Manque criant de manque de moyen humain

Même problématique dans l'éducation. Avant les moyens étaient à la hauteur des besoins. 30 ans après la situation c'est dégradé pour les élèves handicapés, non francophone...

Dédoublent classe CP et CE1 pas les moyens financiers dans la mise en oeuvre. Pas de problème pour payer des impôts mais des services publiques de qualité.

- problème de la justice fiscale. Classe moyenne paie trop. Partisan de l'impôt sur le revenu, impôt direct.

- protections de la planète. Désinvestissement à faire qui pourrait créer des emplois.. des

orientations du gouvernement mais rien ne suit.

Centre carcéral, excédent de retenus, bâtiments en ruine, manque de personnel. Baisser les indirectes pour de meilleurs tranches sur l'impôt sur le revenu.

Service publique, notamment milieu hospitalier, comment redonner de la force au service public

- rétablir l'impôt mais droit de succession augmentée également, pour une redistribution plus importante.

- constat d'un réel changement droite gauche comme centre, ça change pas grand chose. Elu parle peuple mais dans leur directive ce n'est pas entièrement suivi comme tout le monde le voudrait. Problème de transparence, comment est dépensé l'argent public. Il faudrait plus de clarté et de régularité. Pour les impôts

- les politiques devrait faire plus attention aux dépenses publiques, plus carré, remettre tout à zéro. Des dettes oui mais les banques contrôlent notre pays. Effort également des banques. Il y a une augmentation sur tout, sur des produits dont tout le monde a besoin.

- il faut pouvoir vivre et non survivre. Pour beaucoup c'est ça. Sun côté macaron qui part en vacances étudie l'autre des personnes qui ne peuvent pas partir

- plus de moyens pour le services publics

Plus de justice fiscale. Plus de tranche fiscale. Pas de suppression de mise au dépend d'autre.

Environnement: on est mal parti. Moins de voiture, plus de transport.

Vivre dignement.

Système politique, on n'avance pas . Les mesures que mon prend pour le climat. Le climat souffre de l'économie actuelle personne ne bouge. Or c'est une chose importante, il faut prendre ça à bras le corps. Si on ne s'adapte pas on subira le réchauffement climatique. Il faut absolument sortir des logique actuelles d'urbanisme d'aménagement. On fait comme si ça pouvait continuer éternellement. Il faut changer le système globalement. Présentation et implication en amont des habitants, des associations en amont des projets. Et à toute les échelles communale, régionales...

Elus au suffrage universel direct.

Impôt, pas juste de parler seulement de l'impôt sur le revenu. TVA contrôle localement permet des règlement intérieur qui permettent d'empêcher le dumping social.

Passe de la gauche et de la droite qui sont déconnecté des réalités. Par exemple leur salaire, injustice des revenus. Il y a des projets qui freinent parce que il y a l'étiquette de la ville. Il y a des projets.

Il y a à pôle emploi de grande problématique. On freine pour les demandes de formation, trop cher.

Fonction publique qui ne sert à rien. Cumule de mandat.

Droit au logement c'est faux. Le bailleur quand il loue, leur état devrait déjà être interdit. État insalubre mais tout de même location.

Associations premiers acteurs en contact avec la population, il faut leur donner les moyens de construire.

- un président devrait avoir au minimum du respect pour la population en colère. La première chose c'est la première fois qu'on a un président qui nous méprise, encore et encore. Je trouve qu

Au fond il part du principe qu'il faut aider les riches. Aider les riches a gagne sur les pauvres', on en a pas besoin c'est la jungle.

L'impôt sur les grandes fortunes, les grandes sociétés paient moins d'impôts que les femmes de ménages. Il faut faire payer ce qui on de l'argent. Pour donner au riche il prenne aux pauvres et au couché moyenne. Il faudrait une politique équitable sur l'impôt.

Milieu carcéral-

Il y a de l'argent dans notre pays, des services publiques. Il faut qu'on prenne l'argent la ou il

est et qu'on le donne la ou i, y en besoin.

Sur les territoires, on ajoute des échelons qui coûtent de l'argent. Une seule idée ne plus pouvoir donner de pouvoir au élu les plus proche de la population.

En ce moment une période très intéressante. Pour une fois des personnes se réapproprie la parole politique. Ouverture de la politique vers une frange de la population qui en ai éloigné. Impression qu'une grande tranche de la population qui pensait qu'on était en crise ouvre les yeux sur le fait qu'il y a de l'argent finalement. On a une marge de manoeuvre, en payant nos impôts on offre a l'état les moyens de nous offrir des services.

Reprendre possession de l'outil politique.

Pour les nouvelles générations pas d'éducation politique ni syndicale. Travail du politique Meilleure démocratisation des instances politiques, plus puissante si association des luttes. mode de consommation qui nous envoie dans le mur. Le nombre de 4x4 augmentent. Ils ne paient pas pour les nuisances qu'ils font. Quand l'Etat fait sa taxe sur le carburant il fallait faire payer les gens qui prennent l'avion .. pas juste de l'équilibrage fiscale.

Europe, il faut investir sur l'écologie. C'est ce qui va nous sauver, 3% de Maastricht dépensé environnementale.

Augmentation du pouvoir d'achat, re répartition des charges. on cherche toujours des solutions. Un chef d'entreprise a émis l'idée, les charges sociales sont payés entre le salarié et les patrons si on fait une impasse dessus. 10% payés par le patrons donc 10% pour le salarié et 5% impôts sur les charges. Diminution de 10% la part des charges salariales et baisser de 5% sur le patin.

Administration fatigante. Facilement elle taxe de manière aléatoire. Maintenant il y a la dématérialisation des services publics. Quand on a un souci, on se voit taxer de manière anormale.

Président quand il soit élu pas juste avec 20% de la pop et qu'il se prétende élus par le peuple. Qu'il écoute plus le peuple. C'est pas parce qu'il a établi un programme qu'il doit le mettre en oeuvre, ses promesses devrait être revu. Consensus de l'ensemble des personnes élus. La bonne solution le bien être des personnes quand on mène une politique.

On s'occupe de gérer les choses dans le sens de la politique actuelle c'est à dire d'après les diktats financiers actuels.

Leur demande que ce qu'il soit retenu, soit les idées qu'ils avaient. Il faut pas retenir du grand débat les idées qu'ils ont retenus.

Jeune génération manquait de voir la génération des actifs, avec peu de gens qui veulent changer les choses sur le climat. Ça paraît absurde qu'on se concentre sur le salaire, nous on a envie de vivre aussi. La priorité c'est l'environnement. Les jeunes ont peur de l'avenir.

Réticence du débat mais expérience mais intéressante. La jeunesse a une vision sombre de l'avenir et notamment l'environnement.

Grands groupes paient leur impôt en France.

Table 16

1 Pouvoir d'achat : suppression de la CSG pour les retraités. Dégel du point d'indice des fonctionnaires.

2 Question de la Baisse de la taxe d'habitation, Il faut augmenter des aides pour les personnes Agées, parents solo, personnes handicapées.

3Probleme concernant le smic qui est trop bas il faut l'augmenter 1400 net

- 4 Problèmes concernant les moyens autour de l'éducation et de la culture. Il faut les augmenter
- 5 il faut baisser les revenus des chefs d'entreprise du CAC40
- 6 Planète et environnement. Protection des sols, et artificialisation des sols, proposition de moratoire autour de l'utilisation des sols.
- 7 Retrait de la CSG pour les retraités
- 8 réduire la Place de la voiture en ville et développer les transports en commun, les voies vélo
- 9 Maintien et renforcement du service public
- 10 Ou chercher les Ressources nécessaires pour financer les aides, le pouvoir d'achat.
Propositions : Suppression CICE/évasion fiscale
- 11 Question autour de la santé. Il faut plus de moyen humain pour les hôpitaux/Epad /HP
- 12 Problème autour des salaires en général qui sont trop bas.
- 13 Une Europe avec la même réglementation !
- 14 Est-ce qu'il faut diminuer le nombre d'élus ? non pas ceux de proximité
- 15 Restauration de l'impôt sur la fortune, augmentation du SMIC et des salaires
- 16 Environnement : Question de la pub dans les lieux public, il faut moins de pub, cela redonnerait de l'argent, privatisation de l'espace public.
- 17 Scolarité/emploi : Remplacement des enseignants absent par des fonctionnaires qualifiés.
- 18 Lutte contre les discriminations à l'embauche
- 19 Lien entre la police et les jeunes de quartier
- 20 Il faut désarmer la police
- 21 Discrimination des quartiers populaires. Question du lien social. Service de proximité absent, il faut réinvestir les quartiers.
- 22 Question au sujet du Diesel plus cher que l'essence
- 23 Besoin de garder des petites lignes sncf dans les campagnes
- 24 Question autour des impôts :
- 25 Problème autour de l'information qui se devrait d'être objective : TV/radio
- 26 Egalite professionnelle en entreprise Homme/femme et avec la même expérience.
- 27 Problème d'une TVA mal adapté, Peut-être on pourrait l'adapter. Suppression TVA sur produit première nécessité/ Maintenir les taxe sur les produits qui ont un impact très fort sur l'environnement.
- 28 Nous voulons les transports gratuits.
- 29 Favoriser le co voiturage.
- 30 Problème au niveau de la santé. Suppression des lits en HP, mauvais suivi des personnes en difficulté psy, il faut augmenter les moyen financier et humain.
- 31 restauration de l'isf

Table 17

Référendum d'initiative citoyenne
 Tenir compte des votes blancs
 Vote obligatoire
 Ne pas faire de démarches administratives pour s'inscrire
 Simplifier les démarches
 Exemple des débats avec les dom tom
 Importance du référendum mais quelles modalités de mise en oeuvre

Supprimer la CSG sur les retraités
 Oui à l'unanimité !

Importance de la proportionnalité par rapport aux salaires

Augmenter le nombre de logements à des loyers accessibles

Oui mais rééquilibrage territorial

Question des charges

Accessibles pour qui ?

Imposer le taux de logements sociaux et augmenter la pénalité aux collectivités qui ne respectent pas

Donner plus de moyen à la santé

Problème de désengagement de l'Etat

Taxe sur les sodas à reverser aux hôpitaux ?

Faire un état des lieux par commune de l'offre médicale

Augmenter les salaires

Meilleure répartition des richesses

Augmenter via le patronat et non la CAF

Question des produits de première nécessité

Protéger la planète

Problème du choldécone dans les dom tom

Recyclage

Question du coût de protection de la planète, ce n'est pas à l'échelle individuelle

Question de moyens et de comportement

Démarche d'ensemble à faire à tous les niveaux

L'augmentation des salaires sont liés à la protection de la planète : "quand on a le ventre plein, on peut s'occuper de la planète"

Moins consommer, penser une société moins énergivore

Avoir moins d'emballages

Imposer aux grandes entreprises des réductions d'énergie

Soutenir les étudiants de familles modestes

Question du coût des études

Accompagner financièrement

Construire des CROUS

Question plus globale de la scolarité

Table 18

- 1) Augmenter les salaires qui sont désespérément trop faibles
Chez les fonctionnaires le point d'indice est gelé depuis des années dans le privé ils sont tirés vers le bas il est difficile de boucler les fins de mois
- 2) il faut aussi augmenter le nombre de salariés, nous sommes tous surbookés, baisser le temps de travail pour travailler tous
Il y a trop de travail précaire !!!!!
- 3) Comment protéger la planète ? Développement du covoiturage et des transports commun les gens sont seuls dans leur voiture c'est absurde gratuite des transports en commun
- 4) changer les institutions : élire les gens sur un contrat (le RIC PEUT EN FAIRE PARTIE)

possibilité de révoquer les élus

Le vote blanc doit être pris en compte !!!!!!! C'est une opinion elle doit être prise en compte

IL FAUT AUSSI QUE LES Citoyens puissent participer et contribuer à élaborer les lois on apprend en discutant et en élaborant ensemble

Sur le Sénat, sa représentativité et son utilité est discuté

Il nous faut une VIe République pour laquelle une Assemblée constituante serait indispensable

Il faudrait que l'assemblée fasse les lois pas qu'elle se contente de valider ce que le gouvernement lui présente

5) critique du président de la république, gestionnaire issue de la banque il nous faudrait des humanistes écologistes

Il faudrait redonner son sens à la République et séparer le pouvoir politique des grands d'intérêts économiques

Nous n'avons pas besoin d'un président, un gouvernement issue de l'assemblée Nationale nous suffirait

Référence à la Commune de Paris

6) sur les étudiants, beaucoup de lois négatives sont passées sur les droits d'inscriptions (hausse des droits et en outre pas des bourses) et le scandale des droits plus élevés pour les étudiants étrangers l'université doit rester gratuite pour TOUS !!!!! Non aux facs privés et à la sélection à l'université via parcoursup

Parcoursup est la porte ouverte à beaucoup de discrimination notamment pour les lycéens de banlieue

La réforme du lycée et du bac doit être retiré ils faut moins d'élèves par classe partout et renforcer l'aide au ZEP-REP

7) Dans l'entreprise les stages servent de main d'oeuvre gratuite et jetable

Les entreprises veulent des gens déjà formés et corvéables à merci

8) sur l'émigration, il n'y a plus de politique d'accueil pour il faudrait la développer au lieu de mener une politique de rejet on ne migre pas par plaisir

9) il fait revoir la scandaleuse politique de France-Afrique et le pillage depuis longtemps des richesses et ressources de l'Afrique

10) arrêter les ventes d'armes immorales

11) arrêter les ingérences de la France dans les affaires de politiques intérieures en Afrique lors des élections notamment ou encore comme au Venezuela aujourd'hui ou Macron se permet de soutenir contre le président élu un président auto proclamé

12) les forces de l'ordre créent la violence elles ont lancé de façon excessive les gaz lacrymo en as parler des LBD qu'il faut interdire ou les grenades de désencerclement Il faut des stratégies de désescalades comme sans d'autre pays européens

13) sur le impôts : revenir sur l'éducation des citoyens pour expliquer à quoi servent les impôts arrêter avec la défiscalisation surtout pour les grosses entreprises (CAC 40)

14) la santé et le handicap

Il faut sauvegarder la sécu et arrêter de limiter ses prestations au contraire les étendre La Prise en charge des enfants handicapés est très insuffisante et ne pas les abandonner à leur majorité à la fin des prises en charges

15) tous ces gens qui dorment dehors, c'est insupportable surtout dans un pays riche comme le nôtre

Pour motif de perte de confiance démission du gouvernement et dissolution de l'Assemblée

Aucune confiance dans ce gouvernement !!!!

Table 19

Question principale l'envolée des prix immobiliers et la négociation de nos banlieues

Protection de la planète, je suis très très inquiète

Question de l'immigration : prise en compte des mouvements migratoires

Question des retraites. C'est la question la plus importante : pas d'indexation + taxes alors que le coût de la vie augmente. Bientôt je n'aurais plus assez de ma retraite alors que j'ai commencé à travailler à 14 ans.

Préoccupations : retraite, attachement au service public. Les économies qu'ont fait sur les services publics. Carrière à l'hôpital j'ai vu la dégradation : fermeture hôpital. Scandalisée par le fait d'assujettir les retraites même modestes à la CSG. Rétablissement de l'impôt sur la fortune. Remettre le maire au centre de l'hôpital.

Sensible aux problèmes économiques : mesures pas adaptées on tape sur les pauvres. Peut être ne pas remettre l'ISF. Mettre des taxes sur l'économie financière et sur les GAFAs. Travailler pauvres et chômeurs : mesures vers les PME et retirer ce qui est favorable aux grandes entreprises. Axer aussi sur l'économie sociale et solidaire. Pas de structures, il faut investir davantage.

Faire des mesures pour les femmes seules. La prime d'activité n'est pas donné aux gens à temps partiel, il faudrait le faire car ils sont dans le besoin . Les mesures sont très mal ciblées.

Quand on rabote sur les petits ça rapporte beaucoup pas sur les grands car eux ils sont pas nombreux.

Protéger la planète : au niveau européen, la règle sur le déficit est idiot. Il faudrait faire un grand plan d'investissement sur la transition écologique. Investissements sur les logements anciens pour faire que les gens paient moins.

Moi je me sens privilégié par rapport à certaines situations de gens qui gagnent mal leurs vies. Je sacrifie des choses et je mens sors mais je suis très inquiète pour mes enfants. J'ai travaillé tout ma vie et j'ai le sentiment que tout se délite et qu'on va plus de repères. Les gilets jaunes ont partis de la taxe sur le diesel. Il faut investir sur la transition écologique, le monde est dans une transition mais en France on ne va pas vers l'avant. La démission de Hulot est pour moi dramatique. Recentrer sur l'écologie en modifiant notre économie en allant vers des moyens renouvelables.

Mètre humain n'est plus du tout au centre de 'notre démocratie. Cela engendre des flux migratoires car les gens ont dans le besoin. Mais cela peut nous enrichir. L'écologie doit se développer dans les pays en voie de développement.

Il faut mettre plus de pressions au niveau européen avec des démarches écologiques véritables et de grande échelle qui servent d'exemple.

Les décisions sont prises du haut sans consulter les gens. On peut diminuer les dépenses de manière logique en servant des compétences des gens et de leur intelligence.

Dans les hôpitaux c'est dramatique, on m'a déjà demandé une fois combien de temps je mettais pour faire un soin. Cela ne colle pas du tout aux réalités du terrain. Le côté humain est en train de disparaître.

Supprimer la CSG sur les retraites. Développer les transports en commun sur baignade et ailleurs.

Précarité beaucoup de personnes dans la rue en ayant travaillé toute leur vie. C'est vraiment le tiers monde en France. Des étudiants font la manche comment peut-on admettre ça en France ? Il faut régler nos problèmes.

La question des retraites et la planète me préoccupent pour mes enfants et petits enfants. La CSG me fait un manque à gagner énorme. D'autre part, la question de l'avenir des jeunes est problématique. La fonction publique : les services sont restreints, supprimés et c'est inquiétant.

La retraite il est incompréhensible que des gens ayant travaillé aient une retraite inférieure au minimum vieillesse.

Plafonnement des indemnités des élus : ils ne devraient pas percevoir des indemnités après leurs mandats. C'est incompréhensible moi quand j'arrête de travailler je n'ai plus de salaires.

Je comprend pas que des français dorment dans la rue.

On est experts sur les actions à mener pour les choses. La thérapie du ruissellement ne fonctionne pas.

La question de la planète est souvent reléguée. L'économie ne respecte pas l'humain, la planète et les énergies. Si on aidait les paysans africains, ils ne viendraient pas chez nous. Les gens disent ne pas être responsables du malheur de ces pays mais il faut mettre de l'humain dans notre système.

Arrêtons de financer des gens corrompus à la tête de ces pays africains notamment. Il y a des grands élus honnêtes et des malhonnêtes.

Pour les députés ou sénateurs, ils ne déclarent pas toutes leurs indemnités et leurs frais.

Je suis bénévole dans un foyer d'accueil de migrants à Gennevilliers. J'ai la chance de pouvoir habiter chez mes parents et de faire des études.

Moralisation de la vie publique : c'est un axe fondamental car en regardant le fonctionnement des pays du nord. Les élus vont pas de privilèges et sont comme les autres. Ils donnent l'exemple : ils paient eux mêmes leurs trajets. En France c'est tout à fait l'inverse.

On devrait soutenir les financements des associations qui sont directement en contact avec les publics. Elles ont de mois en moins de subventions. Elles sont pas à but lucratif, toutes les autres sont réinjecter. Ce sont les bénévoles qui font un travail phénoménal. Ils paient de leurs poches pour leurs associations.

Créer le 1% pour l'économie sociale et solidaire. D'ailleurs les associations perdent beaucoup d'argent avec la suppression de l'ISF.

Quelque chose de choquant : énormément de logements qui sont vides et sur lesquels les gens spéculent. Créer une taxe qui contraindrait les gens à louer leurs biens. Un logement doit être loué après une certaine prime d'occupation.

Beaucoup de logements ne sont pas loués car il y a des gens qui cassent tout et ne peuvent pas être mis dehors.

Sur le logement, le système du surloyer est un scandale car quand vous gagnez trop votre vie vous n'avez plus le droit aux HLM. On va faire des ghettos.

J'ai habité des HLM et je voulais acheter en ayant atteint un certain niveau de vie. Je suis choquée par les personnes âgées qui vient dans des T4 seules. Je pense qu'il faut laisser la place aux personnes dans le besoin.

Faire que toutes les villes aient des logements sociaux.

Moi je vis dans un t4 seule mais si je change d'appartement demain je vais payer plus cher. Même pour un studio je paierai plus cher. Il faut proposer des solutions d'échanges de logement.

Le problème est le prix du loyer.

Les échanges de logement devraient se faire rapidement et au même tarif.

La dégradait du service public : mon fils qui travaille au CHU de Nantes me dit qu'il n'y a plus de places. Ils ont transporté des gens aux urgences. Les gens se renvoient la balle.

On dit qu'on est un des pays les plus redistributifs mais il doit y avoir des fuites car il y a des problèmes de service public.

En Allemagne ils ont plusieurs boulots et les retraités travaillent. Ça commence à arriver en France.

Les travailleurs pauvres, c'est un vrai problème.

Les gens ne savent pas l'existence de la prime d'activité : il faut simplifier toutes les démarches. On fait des déclarations d'impôts on ne devrait pas faire de demande.

Si on prélève à la source on doit donner à la source.

La prime d'activité c'est un scandale car c'est nous qui la payons et non les patrons. C'est une prime donnée pour valoriser le sens qui travaillent et les gens ne la connaissaient pas.

120 milliards en évasion fiscale.

Le problème de la numérisation du service public : pour la carte grise plein de services peuvent le faire. Mais quand il y a un problème on n'a pas de solutions de recours en préfecture ni par téléphone.

Mettre fin à la privatisation des biens publics. Les entreprises font du fric sur les biens publics : autoroutes, aéroports.

Il faudrait que l'état se défende mieux face au privé. On négocie très mal.

Quand on enlève la publicité à France télévisions, on peut penser que c'est pour favoriser les copains des chaînes privés. C'est pareil pour les autoroutes.

Tout est arrangement.

Au niveau des pesticides et de l'essence c'est le même problème.

Incitations à acheter des véhicules propres : je ne sais pas pourquoi je devrais investir dans une voiture propre alors que je m'en sers rarement.

Les véhicules propres sont presque pire que les véhicules actuels.

Le velo c'est bien mais c'est compliqué.

Si on veut supprimer la voiture à pris il faut rendre les transports gratuits.

À pris 70% des gens vont au travail seul dans une voiture.

Tout le monde na pas des horaires classiques et il n'y a pas de transports la nuit.

Il fait pas obliger les gens a prendre les transports en commun.

Ce qui me gêne, c'est que c'est facile de réclamer mais il faut balayer devant sa porte. On est trop centrés sur nos propres besoins. Mais on devrait penser un peu plus collectif.

Faire le 1% pour les associations.

Les entreprises qui se permettent de licencier plein de gens alors qu'ils ont des subventions de l'état.

Plafonner les dividendes des actionnaires.

Table 20

Élu présent : Mouloud Haddad / Animatrice : Huguette : Modératrice : Emmanuelle

Danielle : Il y a un sujet qui nous intéressera tous. La question de la santé et de la sécurité sociale. Désolée de rouler pour ma catégorie mais je pense à tous ce qu'on a subi. Je pense aussi au pouvoir d'achat. Je suis syndicaliste et responsable nationale d'une association de retraités reconnue d'utilité publique et que je représente auprès du défenseur des droits. Je participe aussi au haut conseil de la famille. Nous venons de sortir un rapport contre la maltraitance. J'ai fait valoir mon vécu. Je suis une ancienne professionnelle du maintien à domicile et de la santé. Aujourd'hui, j'ai lu deux nouvelles qui m'ont mise en colère : le rapport de la cour des comptes et la proposition par Olivier Dussopt de fermer les urgences la nuit. Il s'en prend au système hospitalier. Entendre cela est une ineptie. Ce n'est pas les malades qui font fermer les hôpitaux ou réduire les médecins, ce sont les pouvoirs publics. Certains voudraient partir en retraite mais ne retrouvent personne pour les remplacer. Trouver moi un ophtalmo à Bagneux

Mouloud : 1 seul

Huguette : et ORL ?

Mouloud : O

Huguette : le désert médical voilà ce que je veux dire.

Mouloud : je suis citoyen et aussi élu de la ville. J'aimerais continuer dans cette droite ligne. Sans des politiques publiques dignes de ce nom, nous allons à la catastrophe. On s'aperçoit des inégalités territoriales sur ce domaine et la colère est aussi montée là-dessus. Dans les villes à côté de chez nous, où il y a du pouvoir d'achat, on s'aperçoit que les spécialités médicales se maintiennent. A Bagneux, si on n'avait pas une politique offensive comme avec le CMS, ce serait une catastrophe. Pas d'ORL, 1 ophtalmo. Relier la question du numerus clausus aux universités de médecines et aux inégalités de territoire. Un citoyen eu importe ses revenus doit pouvoir se soigner. D'ailleurs le Conseil National de la Résistance a mis la sécurité sociale en place pour que chacun puisse avoir les mêmes droits à une époque où la France était exsangue. Aujourd'hui, il y a de l'argent dans le pays. La colère monte car c'est incompréhensible.

Nous bassiner avec le trou de la sécurité sociale pour justifier les inégalités est intolérable. Ça suffit.

Huguette : tu as parlé du numerus clausus...cela remonte à au moins 40 ans. Donc ça veut dire que ça fait plus de 40 ans qu'on connaît la situation.

Juliette : je pense que pour résoudre tous les problèmes très importants, il faut commencer à voir ce qu'il se passe la haut : lutte contre l'évasion fiscale, les paradis fiscaux, remettre l'ISF. Je pense que les hauts placés il faut les contrôler, transparence des frais de fonction. J'ai une question ; si on supprime les impôts locaux, comment vont faire les collectivités locales ?

Mouloud : tu veux dire la taxe d'habitation?

Juliette : oui la TH

Je suis révoltée, On s'en prend aux petits chômeurs.

Hélène : je rebondis sur ce que tu dis. Pour des villes comme Bagneux, si on enlève la TH - mesure pour séduire- les villes ont moins d'argent alors que les villes servent à faire des choses pour les gens. Quand je vois ce que fait la ville comme Copacabagneux, c'est quand même un budget qui permet à des gens qui ne partent pas en vacances d'avoir des loisirs. Clamart ne le fait pas. A long terme la suppression de la TH est un vrai problème.

Pour une ville qui fait beaucoup de choses pour les citoyens, la suppression de la TH, est un problème.

Corinne : je rebondis sur ce que tu dis Juliette. Je demande une justice sociale, fiscale et climatique. Quelques chiffres : les entreprises du CAC 40 ont eu une baisse de 6% d'impôts entre 2010 et 2017, elles ont alors qu'elles ont eu plus de 9% de bénéfices et une hausse de 44% de dividendes soit 57 milliards d'euros.

Présentation des chiffres Attac (association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne)

Je suis pour un pôle bancaire public parce que je pense qu'il faut un regard citoyen sur les banques pour qu'elles n'investissent pas dans des énergies polluantes.

La société générale a investi 6 milliards d'euros en 2 ans dans les énergies fossiles, la BNP pareil, HSBC 12 milliards.

Un pôle citoyen pour un contrôle.

Dominique : j'étais employée de Banque et donc je réagis tout de suite. J'ai du mal à voir comment les banques accepteraient d'être nationalisées

Corinne : si c'est un pôle citoyen, le peuple contrôle.

Huguette : ce serait une décision politique

Aude : à propos des banques, je ne sais pas si on pourra les nationaliser. Il existe déjà des interventions comme au crédit mutuel. Peut-être devrions-nous les investir et les modifier.

Corinne : oui mais il faut contrôler l'argent

Aude : à propos des impôts, on parlait de la taxe d'habitation. Je voulais parler des petits entrepreneurs. On n'a pas le problème des CAC 40. En plus de la taxe foncière, on paye aussi notre table quand on travaille de chez soi. On paie la contribution foncière des entreprises. Je trouve injuste que nous payons autant. Quand on travaille chez nous, on paie deux fois plus.

Je parle au nom de mon mari qui n'a pas pu venir : Il y a des lois qui ne sont jamais appliquées. Il faudrait nettoyer. Nous pourrions dire que quand une loi est votée, deux doivent être supprimées. Pareil pour les normes, les taxes. C'est pareil : les fameuses niches fiscales.

Proposition : supprimer deux lois quand nous en créons une.

Corinne : proposition de suppression du 49.3.

Mouloud : disposition de la constitution de passer une loi sans débat.

Taieb : Remplaçons le 49- 3 par le RIC. Les votes pourraient aussi être par voix électronique.

Même s'il y a eu des décisions en suisse vraiment pas bonnes, il faudrait essayer en France.

Hélène : pour le RIC, on en a parlé avec une tante âgée. Elle disait le référendum, il faut faire attention. Donc pour faire des référendums, il faut bien expliquer aux gens pour ne pas les influencer. La décision des gens ne doit pas être influencée. Il faut bien exposer les décisions que vont prendre les gens.

Taieb ; aujourd'hui, les gens qui votent les lois se font influencer. Il y a un problème dans notre démocratie. Je ne dis pas qu'il faut juste appuyer sur un oui non.

Daniele : je pense que chaque citoyen doit compter pour une voix. Il faut une proportionnelle. 577 députés dans notre pays. Comment un député avec 50000 voix peut ne pas être élu alors qu'un autre dans une autre circonscription est élu avec moins de voix. On me dit que la proportionnelle va favoriser Marine LE Pen. Mais c'est à nous de montrer le danger.

Ne sommes-nous pas tous égaux ?

Huguette : actuellement non

Aude : il n'y a pas de sanction contre les députés. Ce serait bien qu'ils aillent au bureau.

Thérèse : je vais parler des retraités. Ils sont mécontents. Cela fait 6 ans que nos retraites n'augmentent pas. Elles vont vers la baisse. Nous ne sommes vraiment pas gâtés

Huguette : Les montants des retraites ne sont plus indexés. Un vrai scandale.

Dominique : exactement. Nos retraites sont entrain de baisser.

Daniele : Vous savez à quoi servent les 1,7%? Nous avons posé la question au secrétaire d'état. Incapable de répondre.

Thérèse : la CSG C'est pour tout le monde.

Aude : supprimons-la.

Daniele : Devant la montée du mécontentement, ils ont fait croire qu'ils avaient fait un cadeau mais ce n'est pas le cas.

Thérèse ; ceux qui ont une retraite de moins de 2000, on leur retire les 1,7%

Taieb : on devrait revenir à la proposition d'Aude : on supprime la CSG. Rocard a sorti la CSG de son chapeau. Elle peut être retirée. Il faut s'imposer. C'est pour ça qu'il y a les gilets jaunes

Ariel : moi je suis retraité depuis très peu de temps. J'ai une toute petite retraite de la fonction publique. Je n'ai pas travaillé à temps plein depuis plus de 10 ans.

Aude : moi je veux bien lancer un sujet : l'égalité homme femme.

J'ai quand même beaucoup de mal à comprendre comment dans une même entreprise on ne paie pas de la même manière un homme et une femme.

Taieb : ce serait peut-être une des lois à rajouter en en supprimant deux.

Aude : il y a des lois mais elles ne sont pas appliquées.

Noela : j'ai un bouchon dans l'oreille et je n'ai pas trouvé d'ORL aujourd'hui. Mon rendez-vous est le 22 mars. Je ne peux donc pas bien participer à la discussion car je n'entends rien.

Voilà la médecine en France. Je ne vous entends pas.

Hélène : Sujet par rapport aux handicapés. Ils ne sont pas seulement en situation de handicap, ils ont un plus qu'il faudrait reconnaître. Une amie avec qui je chante dans ma chorale m'a fait prendre conscience que la question du handicap était en toute fin des programmes des candidats à la présidentielle. Il faut faire prendre conscience aux gens qu'il ne faut pas que les handicapés soient pris qu'à travers leur handicap. Exemple : l'odorat. Ils ont des spécificités qu'il faut mettre en avant. Besoin d'un changement de vision. Débat peut être sur le long terme. Quand une personne voyante m'a dit " Ah vous chantez avec des aveugles, vous les encadrez?", j'ai eu envie de la gifler.

Huguette : besoin qu'ils aient une véritable place, ce sont des citoyens à part entière.

Hélène : et ils ont un plus et ce plus devrait être reconnu.

Aude : je rebondis sur la sensibilisation en milieu scolaire. Expérience l'année dernière à l'école Albert Petit avec l'association TousAuWeb. Nous travaillons sur le handicap. Le fait de faire apprendre le langage des signes aux enfants est très important pour la reconnaissance. Nous pourrions apprendre la langue des signes dans les écoles. Au CSC Gueffier, il y a des cours de langue des signes. Il faudrait que cela soit généralisé et normal. Cela permettrait d'éviter toutes les moqueries qui existent.

Corinne : j'ai été enseignante dans un lycée. Il y a une réforme des lycées qui a eu lieu et certaines matières vont sans doute disparaître comme la SVT. Il y aura donc des profs au chômage. Sans SVT, plus de formation sur la contraception et l'éducation sexuelle. C'est un vrai problème. J'aimerais qu'on revoie les programmes.

Hélène ; surtout que certains pays sont beaucoup plus en avance que nous et les enfants ont des cours d'éducation sexuelle beaucoup plus jeune.

Aude : A romain Rolland, nous avons fait un atelier ce matin sur la cyberattaque et notamment la cyberattaque sexuelle. Il y a des études qui montrent qu'il y a des enfants de 6 ans qui sont régulièrement devant des images sexuelles.

Le modérateur, au vu de l'heure, propose que chacun dise une phrase ou un mot en conclusion.

Taieb : que l'Etat se fixe des objectifs et prenne en compte la parole de tous les citoyens. Besoin de plus de décentralisation.

Hélène : prendre la parole avec de vrais débats avant de prendre des décisions

Ariel : pouvoir d'achat

Marie Christine : la planète

Thérèse : que l'Etat prenne en compte nos revendications.

Jean Pierre : protéger la planète.

Huguette : un citoyen et une voix pour nos territoires

Juliette : je veux que le vote blanc compte et que les flash balls soient interdits.

Aude : ne pas oublier nos enfants ! Tout faire pour qu'ils deviennent des citoyens à part entière et des e-citoyens.

Corine : Macron menteur !

Danièle : je demande à Macron pourquoi sur les pensions qu'on a reçu en janvier, y-a-t-il déjà des prélèvements ?

Dominique : pareil que Corinne

Fin de la discussion

Table 21

-Rajouter des tranches d'impôts pas justes et justifiés, impôts plus justes aujourd'hui 5 tranches, avoir plus juste 15 tranches pour ne pas avoir une si grande différence entre les seuils.

- 12000 associations fermées, contrats aidés aussi. En bas de chez moi, profondément injuste sur le sport. Manque de sport. Macron reprend des choses qui existent. Le tissu associatif est très développé et surtout les subventions (en baisse) !!

-une des leçons de ce mouvement, c'est un besoin d'échange, de soutiens, d'une création d'un métier. Beaucoup de gens diminuent, moins d'associations, difficultés pour les logements, administratifs. Un besoin de plus de lien, d'aide.

-Aller vers les gens, pouvoir aider sur les démarches, pour avoir une subvention.

-créer des lieux de rencontres associatifs !

-Des lieux ou le public qui peut se reconnaître associatif ou non, avec bénévoles (permanences, CSC).

-Problèmes des permanences = problèmes de diffusion d'information

-les Français se méfient ou n'ont pas le temps. Les Professionnels n'ont pas le temps. Ma proposition = 12 millions d'aidants = création d'un statut des aidants. Moi 2 filles polio-handicapées situation difficile. Les cotisations qui s'arrêtent soient comptabilisées !

-Faire apparaître = défendre les services publics, ou dans les campagnes il se ferme, tous se ferme ! Ou sont les moyens ?? Les sociétés capitalistes qui ont des milliards, au niveau des entreprises du C40 = impôts de la fortune, une question qui se pose ! De l'argent pour l'ensemble de la société et non pour certains!

-Le pouvoir d'achat, une question fondamentale !! Retraite pas augmenté depuis 7 ans ! Maintenant des restreindre, les petits enfants aident alors qu'avant non. Une redistribution des ressources ! Prendre l'argent là où il y est ! Sinon on parle dans le vide ! Faut des milliers de personnes, peut faire bouger les lignes ! Des réunions comme ça= prise de conscience, choix des sociétés qui peuvent être différents.

-Dans les campagnes, pouvoir d'achat plus faible. Les maisons de retraite = 4100 euros par mois ! Très chers ! Vendre son appartement ! Ne peut pas le mettre dans les Ephad ! Scandale aussi de maltraitance ! – 2 ORPEA et Coriant (boîtes privées retraites) = une gestion centralisée ! Le directeur n'a pas de pouvoir, pas de marche de main d'œuvre pour agir.

-Tu achètes ton lit, louer son lit dans les retraites. Pourquoi c'est si cher ici ?? La moyenne 2800 euros... c'est hyper cher ! Pour des gens qui gagnent le smic... faut aider les familles, développer le personnel aussi ! Ici, c'est l'île de France qui est le plus touchée.

-Les loyers pareils.

-Une obligation des états, que nos anciens soient soutenus et soignés. Les familles n'ont pas toujours les possibilités de s'en occuper, même avec la volonté. Quand on voit la dégradation du service public. Les mutuelles qui augmentent, c'est un global sur ces questions.

- Un scandale avec des pénuries (de médicaments), bloqués en Allemagne ! On ne trouve pas les mêmes médicaments, il faut faire 5 pharmacies pour en trouver (pour des traitements particuliers).
- Aujourd'hui des médicaments de confort, des médocs supprimés ! Il n'y a pas de générique. Quand on a une maladie = il faut un générique !
- encadrer les loyers surtout dans la région parisiennes = pas un emploi qui permet de se loger ! Pas le même pouvoir d'achat, à changer !! Dans ce cas, le smic différent ! A Paris, il nous demande 3x le loyer de caution, compliqué pour se loger.
- Les jeunes ne peuvent pas se loger, les premiers emplois c'est compliqué. 1200 euros le loyer pour un 38m2 s'il y a pas les parents derrière.
- Les logements sociaux sont pour les très pauvres, ors le logement social sont par définition pour les personnes qui veulent se loger. Pas une notion de plafonnement de revenus. Il faut donner une autre image d'un logement social. Il y a même des gens qui considèrent qu'ils ne doivent pas avoir droit. Enfant, j'étais dans des logements sociaux avec des revenus différents, favoriser la mixité. Aujourd'hui la mixité compliquée, la mixité est dans un bâtiment. En face, d'un logement social, l'autre non. Ça fait des gens qui s'opposent, soucis de cohabitation !
- Pour rebondir 70% des franciliens sont éligibles pour un logement social ! Tout le monde est prioritaire. Des villes ne respectent pas la loi, on en fait un argument électoral dans certaines villes. Cette mixité a une plus-value ! Faut que chacun prennent sa part. Les villes qui ne respectent pas, il faut les contraindre.
- Sur le logement, les aides (APL) viennent en complément pour pouvoir payer le loyer. Un système ou qqn qui cherche à retrouver un travail, après chômage, retrouve du travail, sa situation n'est plus prise en compte par les APL. Un système stupide, ça rejoint le problème de réinsertion des personnes passant de chômage au statut de travailleur.
- Un problème des seuils. On va donner des APLs que si les parents ne peuvent pas subvenir. A l'époque on ne me demandait pas. Il faudrait légiférer, encadrer les loyers à des prix raisonnables = pour éviter des discriminations territoriales. Trop d'écart de loyer, par exemple 45m2 = 300 euros en campagne, alors qu'ici même pas une chambre de bonne ! Ils arrivent, peuvent survivre au chômage en province, pas en région parisienne !
- Le coût des transports : des gens ont des transports très longs ! Les patrons doivent assurer une prise en charge des frais occasionnés pour les salariés, au niveau des instances compétentes ! Au niveau des anciens, pas de cartes remboursées, le département pourrait commencer !
- Renationalisation des SNCF, RATP, la privatisation ça fait augmenter les coûts, une allocation supplémentaire pour le transport. Elle ne peut pas déménager, 200 euros de transport ce n'est pas possible. Aider à retrouver un emploi
- Réadapter aux handicapés, tout le réseau RATPS BUS, tout transport. Accessibilité des handicapés. On arrive à Montrouge = il y a de quoi pour les handicapés, s'il marche ! Aucun ascenseur, des montées ex : Denfert-Rochereau. Avec une poussette ce n'est pas mieux !
- Les grandes stations (châtelet..) oui, mais la majeure partie du temps pour ceux qui utilisent le transport, ce n'est pas possible sur le réseau ! Ils peuvent rentrer mais pas sortir ! Le logo de la RATP a été refait, il n'y a que la ligne 14 qui est accessible !
- Pour les transports, camions sur les routes = protéger la planète ! Le public qui est remis en cause ! Il y a beaucoup à faire dans ce domaine, les plus grands pollueurs ne sont pas le commun des mortels ! La France elle-même n'est pas parfaite, Après c'est le problème avec les dimensions très électoralistes sans se projeter sur l'avenir. Au final à long terme ça coûtera beaucoup plus cher !
- Le très beau projet « le ferroutage » : mettre les camions sur les trains, wagons. Il n'y avait que la locomotive qui pollue. Il mettait plus de 100 camions sur les chemins de fer !

- Taxer les transactions financières, vu le nombre ça pourrait largement alimenter la protection de la planète (taxe Tobin), ça serait tellement minime. Il faut le re-proposer.
 - Demander aux banques de rembourser, ce qui nous a été racketté !
 - Par rapport au service public, ça coute un pognon « dingue », ce qui est plus rentable (Péage) : ce qui rapporte-t-on le donne au privé alors que c'est des choses pour aider à des secteurs comme l'éducation, santé, tout ce qui est social ! Ça coute trop cher, il y a des secteurs qui ne font pas d'argent. Il faut Un équilibre, une répartition qui n'est pas faite, créer un équilibre. Il y a un moyen, en taxant les entreprises en taxant à la source aussi. Pleins de moyen ce qui coute cher et ce qui coute de plus en plus cher. Moyen d'équilibré.
 - Ce qui est utile à l'humain, doit revenir à l'humain !
 - les services publiques : je découvre la de l'intérieur, je pense qu'il y a des dépenses qui ne servent pas à grands choses. Une hiérarchie ultra présente, des postes qui coutent cher, des hauts-fonctionnaires ! On ne les n'attaque jamais, on n'attaque que ceux d'en bas, c'est eux (hauts patrons) qui massacrent les petits ! Eux ont tous les avantages, j'ai vu de l'argent de l'état bien gaspillé = des appartements, des chauffeurs ! Nous on quitte un boulot, on a plus les avantages = eux aussi !
 - réduire les inégalités de salaire ! J'ai travaillé dans les bâtiments (travaux publics) Raymond Aubrac c'est la seule société cotée en bourse, pas aidée par les banques ! S'il y a un souci de salaire, c'est nous les salariés avec une échelle de salaire la plus réduite, 4 ou 5%. Et on existe toujours ! L'offre des marchés, des années qui vont bien, d'autres non ! Ce bureau d'étude existe toujours, l'OTH avait une politique très libérale = lui n'existe plus. On est partie prenante dans l'entreprise.
 - Service public = EDF/SNCF = On paye plus cher les billets, pas eux.
 - La loi Elan = c'est la destruction en règle du service public. tous les logements construits 10 % aux handicapés, charge aux bailleurs ! Un exemple concret ! Elle est passée et modifiée encore. Quand on parle de logement accessible, de loyer
 - Démocratie= à travers les gilets jaunes, trouver des instances pour une prise en compte par les autorités nationales. Trouver des modalités ! Une volonté de vouloir bouger les lignes. Sur le référendum pour l'Europe, on a dit Non mais le gouvernement a dit OUI ! Il faut cadrer la question, qu'elle soit clairement exposée.
- Ces référendums peuvent être plus ciblés. La Suisse fait déjà ce type de référendum et est riche.
- Qui pourrait participer à ces référendums ? Beaucoup de gens n'ont pas la nationalité française, sur une question plus locale ! Droit de vote c'est une question.
 - La démocratie elle se joue aussi sur les graves répressions = anti démocratiques. La France a le plus de policiers détenant des armes de guerre. La démocratie ne va pas résoudre toutes les questions du vote, c'est important d'en avoir plus mais aussi d'être considérés, d'aller dans la rue, descendre dans la rue.
 - Revenir plus au local, pas forcément mais de décentraliser. Tout le contraire !
 - Plus de justice sociale
 - Maison de retraite, peur pour ceux qui ne peuvent pas payer ! Personne n'a les moyens !
 - Renationaliser les services !

Table 22

Faut revoir beaucoup de choses, changer la société.
Les retraites n'augmentent pas depuis des années.

ISF: unanimité pour le rétablir mais il faut aussi rendre les impôts plus justes.

Qu'est-ce qu'on entend par "couches moyennes" ? Ok on est plus favorisés quand on a 4000€ à 2, mais on cotise davantage aussi (normal, c'est la solidarité). Il faudrait supprimer le terme car il ne veut rien dire.

Révoltée par la "Retraite chapeau" qu'a par ex touché mon patron: pas juste, alors qu'il n'en avait pas besoin !

TVA = injuste => on pourrait rééquilibrer entre d'un côté les impôts qui sont en fonction des revenus et de l'autre les taxes qui sont injustes car touchent tout le monde de la même manière.

Il existe différents niveaux de TVA: il faut remettre à plat et bcp mieux moduler en fonction des choses urgentes et incontournables. Et notamment en urgence: baisser les prix sur les produits de 1ère nécessité.

Crainte qu'on se fasse enfumer.

Le président Macron a évoqué les niches fiscales à partir de 5000€ : non, c'est plus au-dessus qu'il faut aller chercher l'argent.

Comment peut-on le croire ?

Thème de la citoyenneté : pas réduire au RIC (référendum d'initiative citoyenne)

Est-ce qu'on peut faire confiance aux politiques? C'est aussi aux citoyens de prendre des décisions.

Les élus, c'est quand même important.

Proposition que des référendums soient possibles mais que ça parte des citoyens avec le soutien d'élus (contrairement au référendum d'initiative parlementaire qui ne peut venir que d'élus et avec le soutien de 10% des électeurs).

Méfiance des référendums.

En fait les citoyens en ont assez depuis plusieurs élections car les choses ne changent pas.

Les élus seuls ne peuvent rien faire. Il faut les citoyens derrière.

Avoir des évaluations régulières sur ce que les élus font.

C'est aussi une question de pratique. Ex : même dans les comptes-rendus de mandats, les citoyens qui participent sont peu nombreux.

Il y a des institutions, des partis politiques; je ne vois pas quoi inventer d'autre.

Existence d'Internet, un outil nouveau : l'utiliser à bon escient permettrait l'expression citoyenne en permanence. L'utilisation du numérique permettrait de mieux demander l'avis des citoyens et garder le lien.

Même si internet c'est aussi l'immédiateté et parfois le défouloir.

Attention aux conséquences d'Internet sur les enfants : les empêche de réfléchir, danger des fake news... => remettre de l'éducation au centre, avec un adulte qui les accompagne et l'aide à développer son esprit critique.

Protéger la planète : on n'a rien fait depuis la COP 21. Les politiques n'anticipent pas. On est toujours sur du court terme.

La répartition de l'emploi au niveau des régions par rapport à l'habitat ne s'est pas faite de façon cohérente au niveau de la Région parisienne : les gens sont obligés de perdre beaucoup de temps dans les transports.

Depuis les années 70, on a laissé les choses être orchestrées par le privé (par ex La Défense).

Rééquilibrer ok mais difficile de tout rattraper. Développer beaucoup plus les transports en commun. Transports moins polluants. À condition qu'on aide les gens qui n'ont pas les moyens.

Changer les comportements pour sauver la planète. Aider les gens à le faire avec des dispositifs pour changer des équipements... Améliorer les passoires thermiques par ex.

La maîtrise des prix du foncier est très importante pour éviter la spéculation et empêcher que les logements deviennent de plus en plus inabordable pour la grande majorité des habitants : pour cela, il faudrait légiférer pour encadrer les prix autour des gares du GPE.

Développer et investir dans les transports.

Profiter de ce futur réseau du GPE pour créer des emplois tout autour. Il faut refaire de l'aménagement du territoire.

Idem partout en France, pour éviter cette gabegie de transports car les gens ne seraient plus obligés de se déplacer autant.

Réhabiliter la paysannerie française.

La restauration collective de Bagneux s'approvisionne avec un circuit le plus court possible, mais c'est loin d'être le cas partout.

Multinationales de l'agroalimentaire imposent leur volonté.

Santé psychique: beaucoup d'attente pour prise en charge d'enfants qui en ont pourtant sacrément besoin !

Ceux qui ont les moyens vont dans le libéral. Sinon, 3 ans d'attente.

Ajouter des moyens dans ce secteur !!

Non au démantèlement des services publics.

Ex: l'hôpital d'Antony prend des dépassements honoraires honteux, et le Samu y emmène les urgences !